

MESSAGE N° 184

9 mars 2010

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de loi portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

Ce message est structuré de la manière suivante:

- 1. Mise en contexte et présentation des enjeux**
- 2. Résultat de la consultation sur le projet de l'accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études (concordat sur les bourses d'études)**
- 3. Lignes de force du concordat sur les bourses d'études et incidences pour le canton de Fribourg**
- 4. Incidences financières et en personnel**
- 5. Autres incidences**
- 6. Conclusion**

1. MISE EN CONTEXTE ET PRÉSENTATION DES ENJEUX

1.1 Introduction

1.1.1 Le contexte

Les cantons allouent environ 280 millions de francs par an d'aide publique à la formation sous forme de bourses et 30 millions sous forme de prêts. Des tentatives de mieux harmoniser les législations cantonales sur les bourses d'études ont eu lieu dans le passé, mais elles n'ont connu que des succès partiels. En 1994 déjà, un premier projet d'accord intercantonal a vu le jour, mais il n'a jamais abouti. Cependant, en 1997, la CDIP rédigea une loi modèle à caractère de recommandation, qui développait les dispositions du projet de concordat de 1994. Bien que cette loi modèle n'ait eu aucune force contraignante, elle a toutefois permis d'accorder jusqu'à un certain point les régimes des bourses d'études, les cantons ayant repris certains passages de la loi modèle dans leur propre législation en la matière.

1.1.2 Le mandat constitutionnel et la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT)

Avant l'entrée en vigueur de la RPT le 1^{er} janvier 2008, le droit en vigueur avait laissé en principe aux cantons la compétence de gérer le domaine des bourses d'études. L'article constitutionnel sur les bourses d'études introduit en 1964 avait toutefois autorisé la Confédération à prendre elle-même des mesures destinées à promouvoir la formation, les bourses ou les prêts, ceci en complément des mesures cantonales et dans le respect de l'autonomie cantonale en matière d'instruction publique. La loi fédérale du 19 mars 1965 sur l'allocation de subventions pour les dépenses des cantons en matière d'allocations de formation¹ (loi sur les allocations de formation) était la

base légale des contributions fédérales en cette matière, de même que l'ordonnance du 9 juillet 1965 sur l'octroi de subventions pour les dépenses des cantons en faveur des aides financières aux études². Les versements de la Confédération avaient varié selon la capacité financière des cantons et en fonction des dépenses qu'eux-mêmes consentent pour les allocations de formation.

La RPT a eu comme effet un désenchevêtrement partiel des tâches de ce domaine.

Art. 66 al. 1 Constitution fédérale

¹ La Confédération peut accorder des contributions aux cantons pour l'octroi d'aides à la formation destinées aux étudiants des hautes écoles et autres institutions d'enseignement supérieur. Elle peut encourager l'harmonisation entre les cantons en matière d'aides à la formation et fixer les principes applicables à leur octroi.

Cet article constitutionnel prévoit que les bourses et les prêts d'études en-deça du degré tertiaire relèvent de la compétence exclusive des cantons, le domaine des allocations de formation pour les filières du degré tertiaire restant cependant une compétence commune des cantons et de la Confédération.

Du fait des principes applicables qu'elle fixe pour le domaine tertiaire, la Confédération exerce toutefois une influence renforcée sur les régimes d'allocations de formation, ce qu'elle a fait partiellement avec la nouvelle loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire.

Compte tenu de la cantonalisation des allocations de formation du degré secondaire II, les cantons sont désormais tenus de s'entendre sur les principes applicables en termes de standards minimaux dans tous les cantons signataires de l'accord.

1.2 Nécessité d'harmoniser les bourses d'études

Depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 19 mars 1965 sur l'allocation de subventions pour les dépenses des cantons en matière d'allocations de formation, l'harmonisation formelle et matérielle des bourses et des prêts d'études est devenue un sujet important de discussion. La thématique de l'harmonisation formelle inclut des éléments tels que le domicile légal, déterminant pour le droit à une bourse, ou encore la définition des conditions générales d'octroi. Quant à l'harmonisation matérielle, elle traite des questions comme le calcul et le montant des allocations de formation et aussi de la détermination du cercle des ayants droit.

C'est surtout dans l'aspect matériel des allocations de formation qu'on trouve les plus grandes différences entre les cantons:

- Les réponses données à quatre cas d'espèce dans un questionnaire de septembre 2005 envoyé aux services cantonaux des bourses d'études montrent qu'une même personne reçoit une bourse dont les montants peuvent varier très fortement d'un canton à l'autre. Le montant octroyé dans un canton peut être carrément un multiple de celui d'un autre canton. Cet écart important ne peut se justifier uniquement en évoquant des différences dans les conditions régionales comme le niveau des salaires, de la charge fiscale, du coût de

¹ RS 416.0

² RS 416.1

la vie ou encore des infrastructures de formation disponibles.

- Les dépenses effectives des cantons calculées par tête d'habitant varient très fortement et vont de 18 à 90 francs par an (pour le canton de Fribourg: 37 francs en 2007).
- De plus, on constate d'autres différences portant sur le cercle des personnes auxquelles une bourse ou un prêt sont accessibles. Par exemple, les personnes débutant une seconde formation n'ont pas les mêmes possibilités de bénéficier d'un soutien.

Les chiffres 2007 de l'Office fédéral de la statistique montrent que, pour l'ensemble de la Suisse, la part moyenne de la population âgée de 16 à 29 ans bénéficiant d'une bourse d'étude se situe entre 4% et 5%; il y a cependant de grands écarts entre les cantons: la plus petite proportion cantonale de bénéficiaires dans cette tranche d'âge est de 1,8%, alors que la plus généreuse est de 10,3% (pour le canton de Fribourg 5,2%).

Au cours des quarante dernières années, des démarches d'harmonisation aussi bien formelles que matérielles ont tout de même permis d'atteindre certains résultats. Il en est ainsi, d'un point de vue formel, de la réglementation unique s'agissant du domicile pris en compte pour l'octroi d'une bourse, ce qui évite aujourd'hui non seulement qu'une personne ne puisse s'adresser à aucun service de bourses suite à un changement de canton, mais aussi qu'elle reçoive au contraire l'aide de deux cantons à la fois. En outre, ces dernières années, on a également constaté une tendance perceptible allant dans le sens d'un rapprochement des dispositions matérielles sur l'octroi de bourses d'études, même s'il n'existe encore aucune réglementation interrégionale ou intercantionale à ce propos.

Mais ces réussites de l'harmonisation sont aujourd'hui menacées compte tenu du fait que la Confédération s'est retirée du domaine des bourses du degré secondaire II (conséquences de la RPT). En promulguant un accord intercantonal pour régler ce secteur, on doit pouvoir éviter au moins que les régimes cantonaux des bourses ne s'éloignent trop les uns des autres.

Compte tenu du volume de la matière à régler, on constate à la lecture des dispositions légales que, même si la Confédération a la possibilité de fixer des standards minimaux pour le degré tertiaire en application de l'article 66 al. 1, de la Constitution fédérale, le Parlement fédéral y a renoncé dans une mesure importante s'agissant de l'harmonisation matérielle, lorsqu'il a élaboré la nouvelle loi sur les allocations de formation. Ce faisant, il a estimé que l'harmonisation du secteur des bourses d'études n'avait pas sa place dans le contexte du projet RPT. C'est pour cette raison que le présent accord intercantonal ne peut pas se limiter au degré secondaire II lorsqu'il fixe des standards minimaux d'harmonisation formelle et matérielle des allocations de formation, mais doit également englober le degré tertiaire.

1.3 Objectifs et bases du projet d'harmonisation des bourses d'études

1.3.1 Bases et instruments pour l'avenir

Le projet d'accord de 1994 et la loi modèle de 1997 ont été utiles comme documents de référence à l'élaboration du présent projet d'accord intercantonal. La décision qu'a prise la CDIP, en lien avec la RPT et le nouvel ar-

ticle constitutionnel 66 alinéa 1, prévoyant qu'un accord intercantonal devrait englober le degré secondaire II et le degré tertiaire, constitue un aspect important et se justifie du fait que tous les cantons disposent de lois cantonales qui traitent à la fois du degré secondaire II et du degré tertiaire.

En outre, le projet tient compte des dispositions de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les allocations de formation et les précise même en partie.

1.3.2 Objectifs

L'accord doit assurer l'harmonisation formelle du domaine des bourses d'études et encourager l'harmonisation matérielle. L'accord intercantonal entend atteindre ces objectifs de la manière suivante:

- Pour l'harmonisation formelle: définir de manière uniforme chaque notion du droit des bourses d'études comme «première formation donnant accès à un métier», «prestation propre», «prestation de tiers», etc., de même que les critères importants de nature formelle en vue d'obtenir une bourse, comme «le domicile déterminant en matière d'allocations de formation», les «ayants droit», etc.
- Pour l'harmonisation matérielle: fixer les standards minimaux de l'harmonisation matérielle de manière à assurer l'accès aux études aux catégories de la population à faible revenu et l'égalité de traitement de la population étrangère, et ceci indépendamment de la région et du domicile.

1.4 Allocations visant à encourager la formation

L'octroi d'allocations de formation fait partie de la politique de la formation de la Confédération et des cantons. Il s'ensuit que l'encouragement à la formation n'est pas seulement une prestation sociale fondée sur le besoin, mais également un instrument de politique de la formation destiné à améliorer l'égalité des chances, à réduire les inégalités sociales dans le domaine de la formation, à promouvoir la relève et à utiliser au mieux le potentiel de formation de notre société.

L'allocation de formation constitue un encouragement subsidiaire à la formation. Les allocations de formation sont des montants destinés à couvrir, avec les montants versés par les parents, les coûts de formation ainsi que les frais quotidiens dus à une formation ou une partie de la diminution de salaire due au temps consacré à la formation. Le système des bourses d'études ne peut généralement pas couvrir les coûts du minimum d'existence d'une personne individuelle ou d'une famille dont des membres sont en formation. Il y a pour cela d'autres prestations privées et publiques en aval des bourses d'études.

2. RÉSULTAT DE LA CONSULTATION SUR LE PROJET DE L'ACCORD INTERCANTONAL SUR L'HARMONISATION DES RÉGIMES DE BOURSES (CONCORDAT SUR LES BOURSES)

De fin novembre 2007 à fin mai 2008, les 26 gouvernements cantonaux, ainsi que les organisations et institutions du domaine de la formation ont été invités à donner leur avis sur le projet mis en consultation par la CDIP.

23 gouvernements cantonaux ont salué la création d'un accord sur l'harmonisation des bourses d'études et ont

approuvé sur le fond le texte mis en consultation; de nombreuses modifications de détail ont cependant été proposées.

En vue de la préparation de la réponse du Conseil d'Etat, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS), avait soumis le texte du projet du concordat aux Directions de l'Etat et, par elles, aux unités intéressées, ainsi qu'à la Commission parlementaire du Grand Conseil, chargée d'examiner le projet de la loi cantonale sur les bourses et les prêts d'études.

Le 20 mai 2008, le Conseil d'Etat avait transmis sa prise de position à la CDIP. Le Conseil d'Etat, d'une manière générale, avait accueilli favorablement l'idée d'harmoniser l'octroi des bourses d'études. Il avait déjà salué l'idée d'une loi fédérale définissant des standards minimaux lors de la consultation sur la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT).

3. LIGNES DE FORCE ET INCIDENCES DE L'ACCORD INTERCANTONAL SUR L'HARMONISATION DES RÉGIMES DE BOURSES D'ÉTUDES ET INCIDENCES POUR LE CANTON DE FRIBOURG

Cet accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études (concordat sur les bourses d'études) est une convention entre les cantons au sens de l'article 48 de la Constitution fédérale; il déploie des effets juridiques. D'un point de vue juridique et formel, il a un rang équivalent à celui du concordat scolaire de 1970 et des accords intercantonaux sur la reconnaissance des diplômes (1993), sur le financement des hautes écoles (1997/98) et sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (2007). Cet accord ne touche aucunement la question de la compensation intercantionale des charges et n'est donc pas soumis à l'accord-cadre pour la collaboration intercantionale assortie d'une compensation des charges (accord-cadre, ACI).

Le Conseil d'Etat rappelle dans ce chapitre les lignes de force des dispositions de l'accord intercantonal sur les bourses et en indique, le cas échéant, les incidences particulières pour le canton de Fribourg. Pour les articles dont la teneur correspond aux articles de la législation cantonale, aucun commentaire particulier n'est fait.

La loi du 14 février 2008 sur les bourses et les prêts d'études du canton de Fribourg, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2008, est compatible avec l'accord intercantonal sur l'harmonisation du système des régimes des bourses d'études de la CDIP. Le message N° 36 du 8 octobre 2007 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur les bourses et les prêts d'études avait retenu que, dans la mesure du possible, le projet de loi prendrait en considération les standards minimaux du concordat. La compatibilité s'explique par le fait que, lors des travaux préparatoires pour la loi du 14 février 2008, d'une part, le projet du présent concordat était en consultation et, d'autre part, par l'implication du canton dans l'élaboration du concordat.

Le message N° 36 avait également fait mention qu'une augmentation des montants annuels maximaux était prévue. Le rapport explicatif accompagnant le projet de règlement d'exécution de la loi sur les bourses et les prêts d'études mentionnait déjà les montants du concordat

(12 000 francs pour une formation secondaire du deuxième degré et 16 000 francs pour le degré tertiaire). Le Conseil d'Etat a fixé dans le règlement du 8 juillet 2008 sur les bourses et les prêts d'études (ci-après: Règlement) les montants maximaux suivants: 11 000 francs pour une formation secondaire du deuxième degré et 14 500 francs pour une formation du degré tertiaire. Fribourg s'est donc déjà rapproché des montants prévus par le concordat. Toutefois, le Règlement devra être adapté sur le niveau exigé par le concordat.

3.1 Objectifs et principes

Art. 1 But de l'accord

L'article 1 décrit le but de l'accord, c'est-à-dire l'harmonisation des allocations cantonales de formation (degré secondaire II et degré tertiaire), par le biais de définitions unifiées des notions spécifiques au droit des bourses d'études et des critères de nature formelle, au moyen de standards minimaux applicables aux contenus matériels et en institutionnalisant une collaboration impérative entre les cantons signataires.

Fixer des standards minimaux (*let. a*) revient à obliger les cantons signataires à respecter certaines normes plancher pour les formations donnant droit à une allocation, s'agissant notamment de la forme de l'allocation, de son montant, de son calcul et de sa durée. Mais parallèlement, ceci laisse libres d'édicter des règles cantonales plus généreuses.

La réglementation impérative du domicile déterminant (*let. b*) crée une règle de compétence claire.

La *lettre c* oblige les cantons signataires à collaborer.

Art. 2 Objectifs des allocations de formation

L'article 2 pose comme but suprême l'amélioration de l'utilisation du potentiel de formation disponible en Suisse, et les lettres a à e énumèrent les objectifs principaux que l'octroi d'allocations de formation permet de réaliser en matière de politique de la formation et de politique sociale.

Art. 3 Subsidiarité de la prestation

L'article 3 mentionne expressément le principe de subsidiarité: l'allocation de formation est octroyée lorsque la capacité financière de la personne en formation, de ses parents et d'autres personnes légalement tenues de l'assister financièrement, ou les prestations d'autres tiers, ne suffisent pas.

Art. 4 Collaboration

L'article 4 règle la collaboration entre les cantons signataires de manière à pouvoir atteindre aux mieux les objectifs fixés. Cette disposition doit aussi mentionner expressément la collaboration avec la Confédération qui répartit des contributions fédérales pour les allocations de formation du degré tertiaire, conformément à l'article 66 Cst. en relation avec la loi du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire. L'alinéa 2 de l'article oblige en outre les cantons signataires à se prêter mutuellement assistance sur le plan administratif. Par entraide administrative, on entend le soutien apporté par une instance à une autre qui l'a expressément demandé, lorsque l'intervention de l'autorité qui apporte son aide sert à remplir la tâche de

son homologue. L'entraide administrative est pratiquée au cas par cas et elle est notamment restreinte par le secret de fonction et la protection des données.

3.2 Droit à une allocation

Art. 5 Personnes ayant droit à une allocation de formation

L'article 5 définit les catégories de personnes ayant droit à une allocation, mais il ne s'agit ici que d'une seule des conditions requises en vue d'obtenir une allocation.

- *let. a:* Les personnes de nationalité suisse et domiciliées en Suisse.
- *let. b:* Les Suisses et Suissesses de l'étranger ne peuvent recevoir une allocation que pour une formation en Suisse et uniquement dans la mesure où ils n'ont pas la possibilité d'en recevoir une d'un Etat étranger.

La situation n'est pas la même selon qu'il s'agisse d'Etats membres de l'UE/AELE ou de pays extra-européens. En effet, conformément aux accords bilatéraux, les salariées et salariés suisses résidant dans l'UE/AELE et leurs enfants ont droit aux mêmes prestations que les ressortissants de ces pays.

Le présent accord n'oblige pas par conséquent les cantons à accorder des allocations de formation aux personnes sous la juridiction d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE. Cela vaut également lorsque l'Etat concerné, par exemple la France, ne connaît pas le système d'allocations pour des études suivies à l'étranger ou en l'absence d'un véritable système de bourses d'études. Cela signifie donc que les familles suisses vivant dans l'UE/AELE ne pourront, en invoquant le présent accord, faire valoir de droit à une allocation de formation de la part de la Suisse, ni de droit à une formation en Suisse. Etant donné qu'il s'agit de standards minimaux, les cantons peuvent octroyer néanmoins des allocations de formation aux ressortissants suisses résidant dans l'UE/AELE.

- *let. c:* Sont visées ici les personnes de nationalité étrangère bénéficiaires en Suisse d'un permis d'établissement (permis C) ou les personnes ayant un permis de séjour annuel (permis B) si elles sont domiciliées en Suisse depuis cinq ans. Les conditions de l'octroi du permis d'établissement sont réglementées par la loi sur les étrangers ou par des accords spéciaux; elles presupposent généralement une durée de séjour de cinq ou dix ans. Selon la loi sur les étrangers, le permis d'établissement est accordé au conjoint d'une citoyenne suisse ou à la conjointe d'un citoyen suisse après cinq ans de séjour, de même qu'aux personnes dont les efforts d'intégration ont été couronnés de succès. La Suisse a conclu des accords d'établissement avec un grand nombre de pays, accords qui prévoient l'octroi du permis d'établissement au bout de cinq ans.

Pour bien tenir compte des discussions en cours sur l'intégration des personnes de nationalité étrangère, il ne faut pas limiter le droit à une allocation de formation aux seules personnes bénéficiant d'un permis d'établissement, mais il faut l'étendre à celles bénéficiant d'un permis de séjour annuel (permis B) pour autant que, au moment où la demande d'allocation est formulée, ces personnes aient séjourné en Suisse depuis cinq ans en conformité avec les dispositions régissant le séjour des étrangers.

- *let. d:* Il s'agit ici des personnes réfugiées ou apatrides reconnues comme telles par la Suisse.
- *let. e:* Les ressortissants des Etats membres de l'UE/AELE peuvent se fonder sur les accords bilatéraux. L'accord bilatéral avec la Communauté européenne et ses Etats membres (accord sur la libre circulation des personnes) de même que la convention AELE contiennent tous les deux des dispositions qui sont importantes notamment pour ce qui est du droit des ressortissants de ces pays vivant en Suisse d'obtenir des bourses d'études de la part de la Suisse. Cette réglementation s'applique aux nationaux de tous les pays de l'UE et de l'AELE. Les ressortissants d'Etats de l'UE/AELE signataires d'un accord sont traités comme les personnes de nationalité suisse, lorsqu'il s'agit de personnes travaillant et domiciliées en Suisse ou de leurs enfants.

L'alinéa 2 dispose que les personnes séjournant en Suisse à des fins exclusives de formation (al. 1 let. c) n'ont pas droit à des allocations de formation (art. 26 CC).

L'alinéa 3 précise dans quel canton déposer une demande d'allocation de formation: celui dans lequel la personne en formation a créé son domicile déterminant pour le droit à une allocation.

La loi du canton de Fribourg (RSF 44.1, art 10) répond aux exigences de l'accord. En ce qui concerne les Suisses et Suissesses de l'étranger, le canton de Fribourg ne fait pas de différence entre ressortissants suisses résidant dans l'UE/AELE ou dans des pays extra-européens (RSF 44.11, art. 6 al. 3).

Art. 6 Domicile déterminant le droit à une allocation de formation

C'est prioritairement le canton où sont domiciliés les parents (ou le détenteur de l'autorité parentale) qui constitue le domicile déterminant le droit à une bourse d'études pour la personne en formation (al. 1 let. a).

Pour les Suisses et les Suissesses de l'étranger, le domicile déterminant est leur canton d'origine (al. 1 let. b).

Pour les personnes majeures, réfugiées et les apatrides résidant en Suisse et reconnus par elle et dont les parents ont leur domicile à l'étranger, le domicile déterminant est le canton qui est désigné pour les prendre en charge (al. 1 let. c).

L'alinéa 1 let. d vise toutes les personnes ayant terminé une première formation donnant accès à un métier (diplôme reconnu donnant le droit d'exercer un métier) – avant le début de la formation pour laquelle elles sollicitent une allocation de formation – et ayant été domiciliées pendant au moins deux ans dans le canton où elles ont exercé une activité lucrative garantissant leur indépendance financière. Si ces conditions sont réunies, le domicile déterminant se trouve dans ce canton (de domicile).

L'alinéa 2 précise le domicile dans les cas où les parents ne vivent pas les deux dans le même canton.

L'alinéa 3 s'applique lorsque des Suisses ou des Suissesses de l'étranger ont plusieurs cantons d'origine.

L'alinéa 4 souligne l'objectif de cette notion de domicile déterminant qui est de n'avoir qu'un seul canton compétent pour chaque personne en formation sollicitant une allocation. Il s'agit notamment d'éviter qu'une personne qui change de canton n'ait plus de domicile déterminant ou qu'elle en ait au contraire plusieurs.

La base de cette disposition est donnée par la réglementation de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire.

Art. 7 Exercice d'une activité professionnelle

L'article 7 concrétise les notions définies à l'article 6 al. 1 let. d, soit la «première formation donnant accès à un métier» et l'«indépendance financière». Cette disposition précise que quatre années d'exercice d'une activité professionnelle assurant l'indépendance financière de la personne sollicitant une allocation valent une première formation donnant accès à un métier et qu'il faut aussi entendre par «activité professionnelle» la tenue d'un ménage comprenant des mineurs ou des personnes nécessitant des soins, le service militaire, le service civil et le chômage. En lien avec l'article 6 al. 1 let. d, cet article 7 fait du canton de domicile le domicile déterminant en matière d'allocation dès que la personne sollicitant une allocation y a travaillé pendant 6 ans.

La législation du canton de Fribourg ne définit pas la notion de «première formation», toutefois, dans la pratique, une activité professionnelle de 5 ans a toujours été considérée comme une 1^{re} formation. La pratique pourra être adaptée à la disposition du concordat sur les bourses d'études. La notion «activité professionnelle», par contre, est précisée dans le règlement (RSF 44.11, art. 6 al. 4) et comprend également le service militaire, le service civil, le chômage et le fait d'assister des proches vivant dans le même ménage.

Art. 8 Filières de formation donnant droit à une allocation

Une allocation est due en tous cas pour les formations du degré secondaire II et du degré tertiaire, de même que pour les mesures obligatoires conduisant à une formation reconnue conformément à l'article 9 et les programmes passerelles et les solutions transitoires officielles.

Les formations du degré tertiaire A donnent droit à une allocation jusqu'au premier titre de master inclus (sanctionnant la fin des études dans une université, une école polytechnique fédérale ou une haute école spécialisée). Au degré tertiaire B, le premier titre est soit l'examen professionnel fédéral (s'obtenant avec le brevet fédéral, par ex. de spécialiste en économie bancaire, spécialiste de logistique, policier), soit l'examen professionnel fédéral supérieur (s'obtenant avec le diplôme fédéral, connu également sous le nom de maîtrise, par ex. de chef de cuisine diplômé, chef de logistique diplômé, intendante diplômée), soit le diplôme d'école supérieure (par ex. technicien dipl. ES, infirmière dipl. ES).

A noter qu'un cursus d'université ou de haute école spécialisée faisant suite à un diplôme du tertiaire B donne également droit à une allocation.

Art. 9 Formations reconnues

Formations en Suisse

En principe, les formations du degré secondaire II reconnues au plan suisse – par des accords intercantonaux – ou par la Confédération ouvrent le droit à une allocation de formation. En revanche, il découle de l'article 9 al. 1, qu'une formation reconnue comme donnant droit à une allocation par un seul canton n'entraîne pas la reconnaissance de ce droit par les autres.

Voici les bases légales desquelles découle la reconnaissance nationale ou fédérale d'une formation s'agissant des allocations de formation:

S'agissant du *degré tertiaire*, sont considérées comme des filières de formation ou des diplômes que les instances cantonales ou fédérales reconnaissent tels que

- *les examens professionnels fédéraux et les examens professionnels fédéraux supérieurs*: la Confédération édicte des prescriptions à ce propos (art. 28 LFPr¹)
- *les écoles supérieures*: reconnaissance fédérale sur la base de l'article 29 LFPr
- *les hautes écoles spécialisées (HES)*: reconnaissance/ autorisation fédérale sur la base de l'article 7 LHES²; accréditation dans tous les cas sur la base de l'article 17 let. a, LHES
- *formation des enseignants*: reconnaissance au plan suisse par la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) sur la base de l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes³
- *formations des formateurs et responsables de la formation professionnelle*: reconnaissance fédérale selon les articles 45 à 48 LFPr
- *hautes écoles universitaires*: reconnaissance via la loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités (LAU)⁴. Les écoles polytechniques fédérales sont aussi reconnues comme donnant droit à une allocation de formation.

S'agissant du *degré secondaire II*, sont considérées comme des filières de formation et des diplômes de fin d'études des *écoles de formation générale* (gymnases/ écoles de culture générale) reconnus, à la condition que la filière de formation ou le certificat final délivré par l'école dans le cadre de la procédure prévue à cet effet ait été évalué et reconnu par les autorités compétentes:

- *les formations ou les diplômes de fin d'études gymnasiales*: reconnaissance par le Département fédéral de l'intérieur (DFI) et par le Comité de la CDIP sur la base respectivement de l'ordonnance du 15 février 1995 du DFI⁵ et du règlement du 16 janvier 1995 de la CDIP⁶ sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale, et
- *les diplômes de fin d'études des écoles de culture générale*: reconnaissance sur la base du règlement du 12 juin 2003 de la CDIP concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale⁷

Dans le domaine de la *formation professionnelle du degré secondaire II*, la reconnaissance se réfère aux bases légales suivantes:

- *formation professionnelle initiale*: reconnaissance en application des ordonnances fédérales promulguées conformément aux articles 17 et 19 LFPr, et

¹ RS 412.10 loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)

² RS 414.71 loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées (LHES)

³ Chiffre 4.1. du recueil des bases légales la CDIP

⁴ Pour la reconnaissance, on se basera sur la nouvelle loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles dès son entrée en vigueur.

⁵ RS 413.11 ordonnance du 15 février 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)

⁶ Chiffre 4.3.1.1. du recueil des bases légales de la CDIP

⁷ Chiffre 4.3.1.2. du recueil des bases légales de la CDIP

- *maturité professionnelle*: reconnaissance selon l'article 25 LFPr.

Reconnaissance des cours de préparation aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs

Le plus souvent, les cours de préparation aux examens professionnels fédéraux (supérieurs) sont proposés par des établissements privés. Ils peuvent être reconnus par l'autorité cantonale concernée, qui doit pour ce faire prendre en considération la reconnaissance de l'instance d'examen.

Dans le canton de Fribourg, les cours préparant aux examens fédéraux sont reconnus (RSF 44.1, art. 4 let. b). L'aide à la formation est souvent accordée sous forme de prêt. En effet, la formation est dans la plupart des cas effectuée en cours d'emploi.

Formations à l'étranger

S'il est possible de constater qu'il y a équivalence, les cantons pourront également soutenir des formations à l'étranger. Dans tous les cas, il appartient aux autorités cantonales compétentes de décider si et dans quelle mesure il y a lieu de reconnaître une équivalence en matière de bourses d'études.

En ce qui concerne la formation à l'étranger, dans le canton de Fribourg l'octroi de bourse n'est possible que pour la formation du degré tertiaire ainsi que pour les programmes d'échanges scolaires au niveau secondaire du deuxième degré auprès d'un établissement de formation reconnu. La personne en formation doit toutefois satisfaire aux exigences requises pour entreprendre une formation analogue en Suisse (RSF 44.1, art. 4 let. c).

Art. 10 Première et deuxième formation, formations continues

On verse en principe des allocations pour la première formation qui y donne droit, mais les cantons signataires ont en outre la possibilité de verser aussi des allocations en cas de deuxième formation (par ex. secondes études universitaires), de formation continue (par ex. études postgrade ou *Master of Advanced Studies*), de perfectionnement, etc. (al. 2). L'accord ne porte pas sur ces formations.

La législation du canton correspond aux exigences. Pour le canton de Fribourg, il faut relever que les subsides ne sont alloués sous forme de bourses que pour la formation initiale du degré tertiaire. Le master fait partie de la formation initiale. Pour un complément de formation ainsi que pour la formation subséquente du degré tertiaire, les subsides sont alloués sous forme de prêt (RSF 44.1, art. 7 et 8). Toutefois, l'octroi d'une bourse pour une deuxième formation du niveau secondaire du deuxième degré est possible.

Art. 11 Conditions requises concernant la formation

L'article 11 pose clairement le principe selon lequel les allocations de formation découlant de l'accord ne sont pas des bourses d'études versées en fonction de la performance, qui seraient par exemple liées à des notes dont la moyenne serait très élevée. Bien au contraire, il suffit que les conditions d'admission et de promotion relatives à la filière de formation soient réunies pour y avoir droit.

3.3 Allocations de formation

Art. 12 Forme des allocations de formation et âge limite

L'article 12 définit la forme de l'allocation de formation octroyée comme bourse ou comme prêt d'études selon l'alinéa 1.

L'alinéa 2 fixe un âge limite pour recevoir une bourse. Les cantons restent libres de fixer un âge maximal au-delà duquel il n'y a plus droit à une bourse d'études, mais cette limite ne peut être inférieure à 35 ans au début de la formation. Si une personne dépasse l'âge limite en cours de formation, la bourse d'études lui est due pour toute la durée de la formation.

Les cantons peuvent fixer librement un âge limite pour le prêt.

Pour l'octroi de la bourse, le canton de Fribourg a fixé la limite d'âge à 40 ans. Si une personne en formation commence sa formation du degré tertiaire à l'âge de 35 ans, elle a le droit de déposer une demande de bourse pour la durée réglementaire de sa formation (bachelor 3 ans, master 1½ – 2 ans). Pour l'octroi de prêt, il n'y a pas de limite fixée (RSF 44.1, art. 9).

Art. 13 Durée du droit à l'allocation

L'article 13 fixe la durée des allocations de formation. L'alinéa 1 précise que l'allocation de formation peut être octroyée encore pendant deux semestres si nécessaire, au-delà de la durée réglementaire des études lorsque celles-ci durent plusieurs années. Cette réglementation correspond aux dispositions de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire.

L'alinéa 2 dispose qu'un premier changement de filière de formation ne fait pas perdre le droit à l'allocation. Dans ce cas, c'est la durée de la nouvelle formation qui est déterminante. Conformément à l'alinéa 1, le versement de l'allocation est garanti deux semestres au-delà de la durée réglementaire de la formation lorsque la filière en question compte plusieurs années de formation. Les cantons ont en outre la possibilité de soustraire la durée de la première formation.

Dans le canton de Fribourg, deux changements de formation par degré de formation sont admis. En cas de changement de formation sans raison majeure, la durée de l'octroi de bourses ne peut pas dépasser la durée réglementaire (RSF 44.11, art. 8 et 9). Les années de formation effectuées dans la filière précédente sont prises en compte afin de fixer la durée de l'octroi de bourse.

Art. 14 Libre choix de l'établissement et du lieu de formation

L'article 14 pose le principe du libre choix d'une formation reconnue (établissement et lieu de formation). Lorsque la personne décide de ne pas suivre la formation la meilleur marché, le canton n'est pas tenu d'assumer la différence (al. 2). Il doit prendre seulement en considération les frais d'entretien que la personne en formation aurait eus également en choisissant la solution la moins onéreuse (p. ex. école publique au lieu d'un établissement privé). Si la personne n'opte pas pour le site de formation le plus proche (mais choisit par ex. une haute école d'un autre canton), les cantons sont là aussi tenus

de verser uniquement l'allocation qui aurait été accordée en cas de fréquentation de l'établissement le plus proche (ils n'ont donc aucune obligation de prendre en compte les frais supplémentaires occasionnés par ce choix ni les frais de logement à proximité du campus).

L'*alinéa 3* précise que, pour les formations à l'étranger, la condition requise est que la personne en formation remplisse en principe les conditions exigées en Suisse pour accéder à une formation équivalente. Pour les formations ou les séjours linguistiques à l'étranger qui font partie de la filière de formation, on prendra normalement en compte l'entier des coûts.

Dans le canton de Fribourg, si la formation secondaire du deuxième degré débouchant sur un diplôme officiel est poursuivie hors du canton ou auprès d'un établissement de formation privé, les subsides ne peuvent pas être supérieurs au montant qui serait alloué pour l'accomplissement d'une formation de cette voie d'études dans un établissement public du canton (RSF 44.1, art. 11 al. 4). Si la formation du degré tertiaire débouchant sur un diplôme officiel est poursuivie auprès d'un établissement de formation privé, les subsides ne peuvent pas être supérieurs au montant qui serait alloué pour l'accomplissement de cette voie d'études dans un établissement de formation public du canton (RSF 44.1, art. 11 al. 4).

Art. 15 Montant d'une allocation complète

L'*article 15* définit le montant annuel d'une allocation complète. Il s'agit de standards minimaux; les cantons signataires peuvent aller au-delà, mais pas en deçà. Pour que le montant annuel complet soit alloué, il faut que des conditions bien précises soient réunies, par exemple que la personne en formation soit contrainte de vivre hors de la maison familiale.

L'*alinéa 2* assure à la personne en formation un montant supérieur lorsqu'elle a des enfants à charge.

alinéa 3: La Conférence des cantons signataires a la possibilité d'adapter au renchérissement, à la majorité des deux tiers, les montants prévus à l'*alinéa 1*.

alinéa 4: Pour les formations du degré tertiaire, il est possible de fractionner l'allocation en une bourse et un prêt. Les deux tiers au moins de l'allocation doivent toutefois être versés sous forme de bourse.

alinéa 5: Lorsque le montant alloué est supérieur à celui prévu à l'*alinéa 1*, le canton peut fractionner le supplément en définissant librement le rapport bourse/prêt.

Dans le canton de Fribourg, les subsides de formation sont alloués sous forme de bourses pour la formation initiale du degré tertiaire. Le master fait partie de la formation initiale. Les subsides de formation ne sont pas fractionnés en bourse et prêt (RSF 44.1, art. 7 let. c).

Comme déjà mentionné au chapitre 3, *alinéa 4* de ce message, les montants annuels maximaux devront être adaptés (RSF 44.11, art. 9).

Montants maximaux selon l'accord de la CDIP:

- *12 000 francs pour une formation secondaire du deuxième degré*
- *16 000 francs pour une formation du degré tertiaire*

Fribourg s'est déjà toutefois rapproché de ces montants en fixant dans la nouvelle législation le montant annuel maximal à 11 000 francs (ancienne législation: 10 000 francs) pour la formation du secondaire du deuxième

degré et à 14 500 francs (ancienne législation: 13 000 francs) pour une formation du degré tertiaire.

Selon les simulations faites, les incidences financières de l'augmentation des montants annuels maximaux sur le niveau exigé par le concordat s'élèveront à environ 300 000 francs. Le montant est d'ores et déjà prévu dans le plan financier 2011–2013.

Art. 16 Formations à structures particulières

L'*article 16* applique simplement le texte de l'*article 10* de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire, qui est impératif pour les cantons, du moins pour le degré tertiaire. L'*alinéa 2* de cet article transpose aussi de manière concrète les principes de la loi.

L'*alinéa 2* tient compte de l'évolution sociale qui tend vers plus de formations à temps partiel (y compris en cours d'emploi). Lorsque c'est justifié, il y a lieu de prolonger la durée des études donnant droit à une allocation, mais les autorités cantonales ont le droit de demander la preuve que la formation ne peut effectivement pas être suivie à plein temps pour des raisons sociales, familiales ou de santé.

3.4 Calcul des allocations

Art. 17 Principe du calcul

L'*article 17* dispose clairement que les allocations de formation ne sont qu'une contribution aux coûts des études et de l'entretien d'une personne en formation et qu'elles ne couvrent pas l'entier des coûts liés à une formation.

Art. 18 Calcul des besoins financiers

L'*article 18* définit de quelle manière calculer le besoin financier d'une personne en formation. Il faut partir du principe énoncé à l'*alinéa 1*, selon lequel les allocations de formation se calculent sur ce qui manque après avoir pris en compte la prestation propre raisonnablement exigible du requérant ou de la requérante, la prestation de ses parents, celle d'autres personnes légalement tenues et/ou d'autres tiers. On calcule la différence qu'il y a entre la somme des coûts de la formation et des besoins de base d'une part et la somme de la prestation propre et de la prestation de tiers d'autre part. Si la deuxième somme est plus petite que la première, on rétablit l'équilibre au moyen d'une bourse d'études. L'*alinéa 1* donne en outre deux principes que les cantons signataires doivent respecter en fixant les montants de leurs allocations de formation.

alinéa 1 let. a: Budget de la personne en formation

Ajoutées à la contribution raisonnablement exigible de la part des parents, les allocations de formation devraient couvrir l'ensemble des coûts de l'entretien personnel lié à la formation et ceux imputables à la formation. Les frais de formation englobent les taxes d'études, les frais de matériel scolaire, les frais de transports et de repas pris à l'extérieur à cause de la formation. Les besoins de base comprennent les coûts d'habillement, de soins médicaux, les frais de communication, l'argent de poche et, dans les cas où la longueur du trajet scolaire ou d'autres raisons rendent les aller-retour trop longs, les coûts du loyer, de même que les frais de l'entretien quotidien de son propre ménage. Les coûts imputables à l'entretien personnel et les coûts de la formation sont calculés séparément.

On se base sur une prestation propre minimale de la personne en formation. On peut par exemple porter l'éventuelle fortune de la personne et/ou une partie de son revenu acquis en cours de formation en déduction du montant de la bourse. Si la personne tire un revenu d'une activité professionnelle, l'alinéa 3 est réservé. On peut exiger de la personne en formation qu'elle finance une partie de ses frais personnels et de ses études par un revenu tiré d'une activité professionnelle.

Afin d'éviter des abus et lorsqu'il s'agit de personnes ayant exercé durant plusieurs années une activité professionnelle, soit avant le début de leur formation, soit lors d'une période d'interruption de leurs études, les cantons peuvent dans les cas spéciaux recourir à l'instrument du revenu et de la fortune hypothétiques. Ceci vaut en particulier en cas d'interruption des études entre le bachelor et le master. Il faut se souvenir qu'un master vaut diplôme de formation initiale même après une longue période d'interruption des études.

alinéa 1 let. b: Budget de la famille

On ne peut toucher aux besoins de base de la famille ou des personnes légalement tenues, besoins qui se composent essentiellement du loyer, des frais d'entretien personnel, des assurances, des impôts, et des allocations sociales. On distinguera donc les besoins de base de la somme des moyens financiers dont disposent la famille ou les personnes légalement tenues. La part de l'ensemble des moyens qui dépasse les besoins de base de la famille représente la somme maximale que l'on peut exiger des parents, c'est-à-dire qui peut être prise en compte dans le calcul de la bourse selon le projet d'accord. Pour que le régime des bourses reste effectivement un système d'encouragement à faire des études ne s'adressant pas exclusivement aux personnes vivant sur le minimum d'existence, il est recommandé de ne pas forcer le montant devant être mis à disposition par les parents. Les parents ont l'obligation de soutenir la formation de leurs enfants en mettant à disposition les moyens financiers calculés pour déterminer leur contribution. Il y a versement d'allocations de formation seulement à partir du moment où la prestation des parents est insuffisante pour couvrir l'entier des frais d'entretien et de formation.

La procédure applicable lorsque qu'une famille avec des enfants en formation n'arrive pas à subvenir aux besoins minimaux d'existence n'est pas réglée par l'accord et ne fait pas non plus partie du domaine des allocations de formation. Les cantons restent libres de couvrir ces besoins soit par des allocations de formation, soit par d'autres sources. Les allocations de formation visant principalement à faciliter les études et non à assurer l'existence matérielle d'une famille avec des enfants en formation, les coûts de ce type ne devraient en principe pas émerger au domaine des allocations de formation.

Dans le canton de Fribourg, le budget de la famille (RSF 44.11, art. 15) sert à déterminer la situation financière des parents de la personne en formation (RSF 44.11, art. 25). La participation que l'on est en droit d'attendre des parents et des autres personnes légalement tenues à l'entretien de la personne en formation est déterminée sur la base des revenus figurant sur l'avis de taxation de la période fiscale qui précède l'année de formation. Au revenu sont également ajoutés les éventuels revenus non imposables (prestations complémentaires). Peut être déduit du revenu déterminant un forfait jusqu'à 2000 francs par enfant en formation, selon les disponibilités budgétaires de l'Etat et le nombre de bénéficiaires. Pour l'année de formation 2009/10, le forfait est fixé à 1500 francs.

Du revenu déterminant sont déduites les charges selon les normes de calcul de l'aide matérielle de la loi sur l'aide sociale. Les charges pour l'entretien et le frais de logement de la famille peuvent être augmentées jusqu'à 20% selon les disponibilités budgétaires de l'Etat et le nombre de bénéficiaires. Pour l'année de formation 2009/10, l'augmentation est fixée à 20%.

Répartition du solde disponible: tout excédent de recettes dégagé du budget de la famille est divisé par le nombre d'enfant suivant une formation post-obligatoire. La part retenue pour l'enfant en formation auquel des frais de logement ont été accordés correspond au double de la part de ceux qui logent chez les parents (RSF 44.1 art. 24).

alinéa 2: Forfaits

Pour éviter une hausse des charges administratives, les cantons peuvent baser leurs calculs sur des forfaits.

alinéa 3: Gains de la personne en formation

Puisque les allocations de formation ont un caractère subsidiaire, une personne en formation doit avoir la possibilité de couvrir une partie de ses dépenses en exerçant une activité professionnelle. Il s'ensuit que l'allocation de formation calculée conformément à l'*alinéa 1* ne peut être réduite qu'à partir d'un certain revenu de la personne en formation.

Si les allocations de formation et les autres recettes de la personne ne suffisent pas, celle-ci doit avoir la possibilité de couvrir le montant qui lui manque en exerçant une activité professionnelle, sans que les allocations de formation ne soient pour autant diminuées de ce fait.

La prise en compte d'une prestation propre minimale peut se faire indépendamment du revenu effectif de la personne en formation. Il faut ce faisant tenir compte de la structure de la formation, comme le prévoient les articles 16 al. 1, et l'article 18 al. 1 let. a. Les cantons peuvent, par exemple en cas de formation à temps partiel, augmenter le montant de la prestation propre minimale.

Le canton de Fribourg a fixé la contribution raisonnable exigible à 1500 francs pour la personne en formation secondaire du 2^e degré et à 3000 francs pour la personne en formation de degré tertiaire. En cas d'un revenu dépassant le double de la participation minimale, 65% du montant excédentaire sont retenus et ajoutés à la participation minimale.

Exemple: une étudiante universitaire reçoit une bourse d'études complète de 14 500 francs. Elle peut gagner jusqu'à 6000 francs de salaire sans que le montant de sa bourse soit diminué. Si en revanche son salaire atteint 8000 francs, 4300 francs sont retenus dans son budget. Toutefois, dans le cas d'un revenu accessoire dépassant le montant fixé, la bourse n'est réduite que lorsque le total de la bourse et des autres ressources dépasse les coûts reconnus de la formation (RSF 44.11 art. 26).

Art. 19 Calcul partiellement indépendant des prestations parentales

On considère qu'une personne est partiellement indépendante de ses parents dès l'instant où elle a atteint l'âge de 25 ans, qu'elle a terminé une première formation donnant accès à un métier avant de commencer une nouvelle formation, qu'elle a été financièrement indépendante pendant deux ans sans se trouver dans une filière d'études

débouchant sur un diplôme reconnu. Vaut première formation donnant accès à un métier toute formation débouchant sur un diplôme reconnu par la Confédération ou par le canton et qui ouvre l'accès à un métier. Par exemple, un apprentissage vaut première formation donnant accès à un métier. Une personne qui obtient une maturité professionnelle et qui entre dans une HES après avoir exercé une profession pendant deux ans sera en conséquence considérée comme partiellement indépendante de ses parents. Cette personne se trouverait encore en formation initiale. Conformément au calcul effectué indépendamment des parents, les cantons ne prendraient en compte que partiellement la situation financière des parents dans le calcul de la bourse d'études; en revanche, le calcul peut prendre davantage en compte, par exemple, la prestation propre de la personne en formation. Cet accord ne règle que le cas des personnes partiellement indépendantes de leurs parents qui se trouvent en formation initiale au sens de l'article 10.

Dans le canton de Fribourg, pour les personnes en formation âgées de plus de 25 ans ne sont imputés au budget personnel que 50% de la part retenue du solde disponible (RSF 44.11 art. 24). Le principe de la dépendance par rapport aux parents ou des tiers tenus légalement reste donc applicable en ce qui concerne les subsides de formation.

3.5 Exécution

Art. 20 Conférence des cantons signataires

Certaines tâches d'exécution – en particulier la fixation des montants prévus à l'article 15 et la promulgation de recommandations pour le calcul des allocations de formation – nécessiteront la réunion d'une conférence où chaque canton signataire sera représenté. La majorité des deux tiers des membres de la conférence est requise pour pouvoir adapter les montants.

Art. 21 Secrétariat

Comme c'est le cas dans les accords de libre circulation et de financement, le Secrétariat général de la CDIP doit s'acquitter du secrétariat concernant les affaires courantes liées à l'exécution de l'accord, notamment préparer les dossiers de la Conférence des cantons signataires. Toujours à l'image de ces accords, les frais ainsi occasionnés sont facturés aux cantons proportionnellement à leur population.

Art. 22 Instance d'arbitrage

Une commission arbitrale tranchera sans appel tous les problèmes litigieux pouvant surgir de l'application ou de l'interprétation de l'accord.

3.6 Dispositions transitoires et finales

Art. 23 Adhésion

Après approbation de l'accord par l'Assemblée plénière de la CDIP, chaque canton devra encore suivre la procédure de ratification prévue par sa propre législation. Dès l'approbation de l'adhésion à l'accord, il appartient au Conseil d'Etat d'adresser sa déclaration officielle au Comité de la CDIP.

Art. 24 Dénonciation

Chaque canton signataire a le droit de déclarer sa sortie de l'accord au Comité de la CDIP. Le délai de résiliation est de trois années civiles entières. Pour les autres cantons signataires, l'accord reste en vigueur intégralement.

Art. 25 Délai d'exécution

L'article 25 octroie aux cantons signataires un délai suffisant pour adapter le cas échéant leur législation aux dispositions de l'accord. Les cantons déjà signataires au moment de l'entrée en vigueur de l'accord disposeront du plus long délai d'adaptation, soit cinq ans. Les cantons qui n'adhéreront qu'après les deux premières années de fonctionnement de l'accord ne disposeront pour ce faire que d'un délai de trois ans.

Comme indiqué ci-dessous, la loi du 14 février 2008 sur les bourses et les prêts d'études est conforme à l'accord intercantonal et ne nécessite dès lors aucune modification. Seul le règlement du 8 juillet 2008 sur les bourses et les prêts d'études doit être adapté à son article 9.

Art. 26 Entrée en vigueur

Dès que dix cantons auront adhéré à l'accord, celui-ci pourra entrer en vigueur. L'entrée en vigueur effective implique une décision formelle du Comité de la CDIP. L'alinéa 2 prévoit toutefois déjà une restriction au niveau concordataire, en ce sens que l'entrée en vigueur de l'article 8 al. 2 let. b dépendra de la conclusion d'un accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle supérieure.

L'article 48 al. 3 de la Constitution fédérale dispose en outre que l'entrée en vigueur de l'accord doit être communiquée à la Confédération.

4. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

L'adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes des bourses d'études n'aura pas d'incidences en personnel. En effet, le mode de calcul du canton correspond aux exigences de l'accord et ne demandera pas de changement.

Il est apparu au fil du point 2 que, pour le canton de Fribourg, l'augmentation des montants annuels maximaux aura des incidences financières à raison de 300 000 francs environ, montant déjà prévu au plan financier 2011–2013.

Certaines dispositions du règlement du 8 juillet 2008 sur les bourses et les prêts d'études pourraient, le cas échéant, être revues pour tenir compte des disponibilités budgétaires de l'Etat (par ex. RSF 44.11, art. 19).

5. AUTRES INCIDENCES

5.1 Influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Les propositions de l'accord peuvent être réalisées en respectant la répartition actuelle des tâches entre l'Etat et les communes.

5.2 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral, eurocompatibilité

Le projet est conforme à la Constitution cantonale du 16 mai 2004. Il est également conforme au droit fédéral et va dans le sens d'une eurocompatibilité accrue. A noter que le projet est conforme à la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire. A noter également que, du fait de la Constitution fédérale, article 66 al. 1, la Confédération peut encourager l'harmonisation entre les cantons en matière d'aides à la formation et fixer les principes applicables à leur octroi.

5.3 Soumission au référendum législatif

L'adhésion à l'accord est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.

6. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat voit dans l'accord une étape importante en vue de l'harmonisation de l'octroi des bourses d'études en Suisse. Le concordat ne remplacera pas les lois cantonales, mais il aura pour effet de les rapprocher sur des points importants.

Le canton de Fribourg ne doit pas modifier sa loi du 14 février 2008 sur les bourses et les prêts d'études. Par contre, une disposition du règlement du 8 juillet 2008 sur les bourses et les prêts d'études devra être adaptée. En conclusion, le Conseil d'Etat vous invite à adopter le projet de loi.

BOTSCHAFT Nr. 184

9. März 2010

des Staatsrats an den Grossen Rat

zum Gesetzesentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeträgen

beiträgen

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeträgen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK).

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

- 1. Hintergrund und Tragweite der Vorlage**
- 2. Ergebnisse der Vernehmlassung zum Entwurf für die Interkantonale Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeträgen (Stipendien-Konkordat)**
- 3. Schwerpunkte des Stipendien-Konkordats und Auswirkungen auf den Kanton Freiburg**
- 4. Finanzielle und personelle Auswirkungen**
- 5. Andere Auswirkungen**
- 6. Schlussbemerkung**

1. HINTERGRUND UND TRAGWEITE DER VORLAGE

1.1 Einleitung

1.1.1 Hintergrund

Die Kantone vergeben pro Jahr ungefähr 280 Millionen Franken Ausbildungsbeträge in Form von Stipendien und 30 Millionen in Form von Darlehen. In der Vergangenheit wurden bereits Versuche unternommen, die kantonalen Stipendiengesetze stärker zu harmonisieren. Die Versuche führten aber nur teilweise zum Erfolg. Bereits im Jahr 1994 wurde ein Entwurf für eine Interkantonale Vereinbarung ausgearbeitet, die jedoch nicht zustandekam. Daraufhin verabschiedete die EDK im Jahre 1997 ein Modellgesetz mit empfehlendem Charakter, das auf den Vereinbarungsentwurf des Jahres 1994 aufbaute. Obwohl das Modellgesetz keine verbindlichen Regelungen einführte, bewirkte es eine gewisse Angleichung der Stipendiensysteme, da die Kantone Passagen des Modellgesetzes in ihren eigenen Stipendiengesetzgebungen übernahmen.

1.1.2 Der Verfassungsauftrag und die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA)

Vor dem Inkrafttreten der NFA am 1. Januar 2008 waren nach dem geltenden Recht in der Regel die Kantone für das Stipendienwesen zuständig. Der 1964 in die Bundesverfassung eingefügte Stipendienartikel ermächtigte den Bund jedoch, den Kantonen unter Wahrung der Schulhofheit Beiträge an ihre Aufwendungen für Stipendien und Studiendarlehen zu leisten. Die entsprechenden Beitragtleistungen erfolgen auf der Grundlage des Bundesgesetzes über die Gewährung von Beiträgen an die Aufwen-

dungen der Kantone für Stipendien vom 19. März 1965¹ sowie der entsprechenden Vollziehungsverordnung vom 9. Juli 1965². Die Zahlungen des Bundes richteten sich nach der Finanzkraft der Kantone und nach den kantonalen Aufwendungen für Stipendien und Darlehen.

Die NFA bewirkte im Stipendiengesetz eine Teilentflechtung der Aufgaben.

Art. 66 Abs. 1 Bundesverfassung

¹ Der Bund kann den Kantonen Beiträge an ihre Aufwendungen für Ausbildungsbeiträge an Studierende von Hochschulen und anderen Institutionen des höheren Bildungswesens gewähren. Er kann die interkantonale Harmonisierung der Ausbildungsbeiträge fördern und Grundsätze für die Ausrichtung von Ausbildungsbeiträgen festlegen.

Gemäss diesem Verfassungsartikel bleibt die ausschliessliche Zuständigkeit für Stipendien und Studiendarlehen unterhalb des Hochschulbereichs (bis und mit Sekundarstufe II) bei den Kantonen; nur noch Ausbildungsbeiträge im tertiären Bildungsbereich werden als Verbundaufgabe von Kantonen und Bund betrachtet.

Allerdings kann der Bund mit dem Festlegen von Mindeststandards im Tertiärbereich stärkeren Einfluss auf die Ausgestaltung von Ausbildungsbeiträgen nehmen, was er im neuen Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Beiträge an die Aufwendungen der Kantone für Stipendien und Studiendarlehen im tertiären Bildungsbereich (Ausbildungsbeitragsgesetz) teilweise auch getan hat.

Angesichts der Kantonalisierung der Ausbildungsbeiträge der Sekundarstufe II sind die Kantone gehalten, für diesen Bereich interkantonal anwendbare Mindeststandards zu vereinbaren, die in allen Vereinbarungskantonen gelten.

1.2 Notwendigkeit der Stipendiengesetzgebung

Die formelle und materielle Harmonisierung der Stipendien und Darlehen ist seit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes vom 19. März 1965 über die Gewährung von Beiträgen an die Aufwendungen der Kantone für Ausbildungsbeihilfen ein wichtiges Thema. Zur formellen Harmonisierung gehören Fragen wie der stipendiorechtliche Wohnsitz oder die gemeinsame Definition von stipendiorechtlichen Begriffen. Unter materieller Harmonisierung sind in dieser Vereinbarung Fragen zur Berechnung und Höhe der Ausbildungsbeiträge oder zur Bestimmung des Personenkreises für den Bezug von Stipendien und Darlehen gemeint.

Grosse Unterschiede zwischen den Kantonen bestehen im Bereich der Ausbildungsbeiträge besonders in materieller Hinsicht:

- Eine Umfrage bei den kantonalen Stipendiengesetzstellen vom September 2005 zu vier Fallbeispielen hat ergeben, dass ein und die gleiche Person in den verschiedenen Kantonen Stipendiengesetze erhalten würde, die stark voneinander abweichen. Der errechnete Betrag kann in einem Kanton ein Vielfaches desjenigen betragen, welcher in einem anderen ausbezahlt würde. Diese grosse Differenz lässt sich nicht allein mit unterschiedlichen regionalen Rahmenbedingungen wie

¹ SR 416.0

² SR 416.1

Lohnniveau, Steuerbelastung, Lebenshaltungskosten oder Ausbau des Bildungswesens erklären.

- Die tatsächlichen Stipendiengesetze der Kantone, pro Kopf der Bevölkerung gerechnet, variieren sehr stark und liegen zwischen 18 und 90 Schweizer Franken pro Jahr (für den Kanton Freiburg: 37 Franken im Jahr 2007).
- Unterschiede bestehen zudem hinsichtlich des Personenkreises, der potenziell Stipendien und Darlehen beziehen kann. So werden beispielsweise Personen, die eine Zweitausbildung beginnen, nicht überall gleich behandelt.

Aktuelle Zahlen des Bundesamts für Statistik zeigen, dass in der 16- bis 29-jährigen Wohnbevölkerung gesamt schweizerisch durchschnittlich zwischen 4% und 5% Personen ein Stipendium erhalten. Es gibt jedoch markante kantonale Abweichungen. Der kleinste kantonale Anteil in dieser Altersgruppe beträgt 1,8%, der grösste 10,3% (im Kanton Freiburg: 5,2%).

Im Stipendiengesetz konnten durch Harmonisierungen im formellen und materiellen Bereich in den vergangenen vierzig Jahren aber auch Verbesserungen erzielt werden. Im formellen Bereich wurde etwa eine einheitliche Wohnsitzregelung im Stipendiengesetz erreicht, so dass es heute nicht mehr möglich ist, dass sich bei einem Kantonswechsel keine Behörde mehr zuständig fühlt oder eine Person von zwei Kantonen Stipendien erhält. In den letzten Jahren war zudem die Tendenz zu einer Angleichung der kantonalen Stipendiengesetze im materiellen Bereich zu spüren, auch wenn es bislang keine interregionalen oder interkantonalen Regelungen gibt.

Angesichts des Rückzuges des Bundes aus dem Stipendiengesetz der Sekundarstufe II (Folgemassnahme NFA) sind die erreichten Harmonisierungserfolge allerdings gefährdet. Mit dem Erlass einer interkantonalen Vereinbarung soll erreicht werden, dass sich die kantonalen Stipendiengesetze zumindest nicht weiter auseinander entwickeln.

In Anbetracht der Grösse des zu regelnden Bereichs stellt man bei der Durchsicht der gesetzlichen Bestimmungen Folgendes fest: Obschon der Bund gestützt auf Artikel 66 Absatz 1 BV auf der Tertiärstufe Mindeststandards festlegen könnte, hat das Parlament im neuen Ausbildungsgesetz weitgehend darauf verzichtet, Regelungen zur materiellen Harmonisierung vorzuschreiben. Dies mit dem Hinweis, dass die Harmonisierung im Stipendiengesetz nicht im Rahmen des NFA-Projektes zu vollziehen sei. Aus diesem Grund soll die vorgesehene interkantonale Vereinbarung Mindeststandards zur formellen und materiellen Harmonisierung der Ausbildungsbeiträge nicht nur im Bereich der Sekundarstufe II, sondern auch im Bereich der Tertiärstufe beinhalten.

1.3 Ziel und Grundlage der geplanten Stipendiengesetzgebung

1.3.1 Grundlagen und künftige Instrumente

Der bereits erwähnte Vereinbarungsentwurf aus dem Jahre 1994 und das Modellgesetz von 1997 dienten als Referenzdokumente für die Erarbeitung der vorliegenden interkantonalen Vereinbarung. Eine weitere wichtige Grundlage stellte der Beschluss des EDK-Vorstands vom 22. Januar 2004 dar, der vor dem Hintergrund der NFA und dem neuen Artikel 66 Absatz 1 BV gefasst wurde und festhält, dass eine künftige interkantonale Vereinba-

rung die Sekundarstufe II umfassen und auch die Tertiärstufe einbeziehen solle.

Des Weiteren werden die Bestimmungen des Ausbildungsbeitragsgesetzes des Bundes vom 6. Oktober 2006 in der Vorlage berücksichtigt und zum Teil präzisiert.

1.3.2 Ziele

Durch die Vereinbarung soll die formelle Harmonisierung des Stipendienwesens gewährleistet und die materielle Harmonisierung gefördert werden. Diese Ziele werden erreicht durch:

- die einheitliche Definition stipendienrechtlicher Begriffe wie «berufsbefähigende erste Ausbildung», «Erstausbildung», «Eigenleistung», «Fremdleistung» usw. und wichtiger formeller Kriterien für die Gewährung von Ausbildungsbeiträgen wie «der stipendienrechtliche Wohnsitz», «beitragsberechtigte Personen» usw. im Bereich der formellen Harmonisierung sowie
- die Festlegung von Mindeststandards im Bereich der materiellen Harmonisierung, womit, unabhängig von Region und Wohnort, der Bildungszugang für einkommensschwache Bevölkerungsschichten und die Gleichbehandlung der ausländischen Wohnbevölkerung gewährleistet werden sollen.

1.4 Ausbildungsbeiträge als Ausbildungsförderung

Die Vergabe von Ausbildungsbeiträgen ist Bestandteil der Bildungspolitik von Bund und Kantonen. Die Ausbildungsförderung ist somit nicht primär eine bedarfsabhängige Sozialleistung, sondern ein bildungspolitisches Instrument zur Verbesserung der Chancengleichheit und zur Verringerung der sozialen Ungleichheit im Bildungswesen, zur generellen Nachwuchsförderung sowie zur optimalen Nutzung des Bildungspotenzials unserer Gesellschaft.

Ausbildungsbeiträge stellen eine subsidiäre Förderung der Ausbildung bei Bedürftigkeit dar. Sie decken zusammen mit den von den Eltern geleisteten Beiträgen die Ausbildungskosten sowie die ausbildungsbedingten Lebenshaltungskosten oder einen Teil des Lohnausfalls, der ausbildungsbedingt entsteht. Das Stipendienwesen kann in der Regel nicht die Existenzsicherung von Einzelpersonen oder von Familien mit Personen in Ausbildung übernehmen. Daher sind andere staatliche und private Unterstützungsleistungen dem Stipendienwesen nachgelagert.

2. ERGEBNISSE DER VERNEHMLASSUNG ZUM ENTWURF FÜR DIE INTERKANTONALE VEREINBARUNG ZUR HARMONISIERUNG VON AUSBILDUNGSBEITRÄGEN (STIPENDIEN-KONKORDAT)

Von Ende November 2007 bis Ende Mai 2008 hatten die 26 Kantonsregierungen sowie die Organisationen und Institutionen aus Bildungskreisen Gelegenheit, zum Vernehmlassungsentwurf der EDK Stellung zu nehmen.

23 Kantonsregierungen begrüssten eine Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen und stimmten dem Vernehmlassungsentwurf grundsätzlich zu; allerdings wurden viele Änderungen in Detailfragen vorgeschlagen.

Um die Stellungnahme des Staatsrats vorzubereiten, legte die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) den Vernehmlassungsentwurf für das Konkordat den Direktionen des Staates und über diese den interessierten Verwaltungseinheiten sowie der mit der Prüfung des kantonalen Gesetzesentwurfs über die Stipendien und Studiendarlehen parlamentarischen Kommission des Grossen Rates vor.

In seiner Stellungnahme, die der Staatsrat am 20. Mai 2008 der EDK übermittelte, sprach er sich generell für die Idee einer Harmonisierung im Bereich der Ausbildungsbeiträge aus. Im Rahmen der Vernehmlassung über die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) hatte er außerdem bereits die Idee eines Bundesgesetzes mit der Festlegung von Mindeststandards befürwortet.

3. SCHWERPUNKTE UND AUSWIRKUNGEN DER INTERKANTONALEN VEREINBARUNG ZUR HARMONISIERUNG VON AUSBILDUNGSBEITRÄGEN UND AUSWIRKUNGEN FÜR DEN KANTON FREIBURG

Die Interkantonale Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen ist ein rechtsetzender Vertrag zwischen Kantonen (ein sogenanntes Konkordat) im Sinne von Artikel 48 der Bundesverfassung. Sie hat denselben formalrechtlichen Rang wie das Schulkonkordat von 1970 und die Interkantonalen Vereinbarungen über die Diplomanerkennung (1993), die Hochschulfinanzierung (1997 bzw. 1998) und die Harmonisierung der obligatorischen Schule (2007). Die Vereinbarung tangiert in keiner Weise den interkantonalen Lastenausgleich und untersteht daher nicht der Rahmenvereinbarung für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich (IRV).

Der Staatsrat fasst in diesem Abschnitt die Schwerpunkte der Interkantonalen Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen zusammen und verweist gegebenenfalls auf die besonderen Auswirkungen für den Kanton Freiburg. Artikel, die inhaltlich den Bestimmungen der kantonalen Gesetzgebung entsprechen, werden nicht kommentiert.

Das am 1. September 2008 in Kraft getretene kantonale Gesetz vom 14. Februar 2008 über die Stipendien und Studiendarlehen (StiG) ist mit der Interkantonalen Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen der EDK vereinbar. In der Botschaft Nr. 36 vom 8. Oktober 2007 des Staatsrats an den Grossen zum Gesetzesentwurf über die Stipendien und Studiendarlehen stand, dass die Mindeststandards der in Erarbeitung stehenden Vereinbarung soweit möglich berücksichtigt werden. Die angestrebte Vereinbarkeit erklärt sich dadurch, dass sich der Entwurf für die vorliegende Vereinbarung bei den Vorbereitungen zum kantonalen Gesetz vom 14. Februar 2008 in der Vernehmlassung befand und dass der Kanton bei der Erarbeitung der Vereinbarung mitwirkte.

Zudem wurde in der Botschaft Nr. 36 auf die geplante Erhöhung der jährlichen Maximalbeträge hingewiesen. Im erläuternden Bericht zum Entwurf für das Ausführungsreglement zum Gesetz über die Stipendien und Studiendarlehen (StiG) wurden die in der Vereinbarung festgelegten Beträge bereits angegeben (12 000 Franken für eine Ausbildung auf Sekundarstufe II und 16 000 Franken für eine Ausbildung auf Tertiärstufe). Der Staatsrat legte im Reglement vom 8. Juli 2008 über die Stipendien

und Studiendarlehen (StiR) folgende Höchstbeträge fest: 11 000 Franken für eine Person in Ausbildung auf Sekundarstufe II und 14 500 Franken für eine Person in Ausbildung auf Tertiärstufe. Freiburg hat sich somit bereits den in der Vereinbarung festgelegten Ansätzen angenähert. Dennoch wird das Reglement an diese Ansätze angeglichen werden müssen.

3.1 Zweck und Grundsätze

Art. 1 Vereinbarungszweck

Artikel 1 umschreibt den Zweck der Vereinbarung: Es geht um die Harmonisierung der kantonalen Ausbildungsbeiträge (Sekundarstufe II und Tertiärstufe) durch eine einheitliche Definition stipendienrechtlicher Begriffe und formaler Kriterien, durch die Festlegung von Mindeststandards im materiellen Bereich und durch die Verankerung einer verbindlichen Zusammenarbeit der Vereinbarungskantone.

Die Festlegung von Mindeststandards (*Bst. a*) verpflichtet die Vereinbarungskantone, in Bezug auf die beitragsberechtigten Ausbildungen, die Form, Höhe und Bemessung sowie die Dauer der Beitragsberechtigung bestimmte Mindestnormen einzuhalten, lässt ihnen aber gleichzeitig Raum, kantonsintern grosszügigere Regelungen zu erlassen.

Mit der verbindlichen Regelung des stipendienrechtlichen Wohnsitzes (*Bst. b*) wird eine klare Zuständigkeitsordnung geschaffen.

Buchstabe c verpflichtet die Vereinbarungskantone zur Zusammenarbeit.

Art. 2 Wirkungsziele von Ausbildungsbeiträgen

Artikel 2 strebt als übergeordnetes Wirkungsziel eine bessere Nutzung des Bildungspotenzials auf gesamtschweizerischer Ebene an und zählt in den Buchstaben a bis e die wichtigsten bildungs- und sozialpolitischen Ziele auf, die durch die Vergabe von Ausbildungsbeiträgen verwirklicht werden sollen.

Art. 3 Subsidiarität der Leistung

In *Artikel 3* wird das Subsidiaritätsprinzip ausdrücklich verankert: Ausbildungsbeiträge werden ausgerichtet, wenn die finanzielle Leistungsfähigkeit der Person in Ausbildung, ihrer Eltern und anderer gesetzlich Verpflichteter oder die Leistungen anderer Drittpersonen nicht ausreichen.

Art. 4 Zusammenarbeit

Damit die gesetzten Ziele bestmöglich erreicht werden können, regelt *Artikel 4* die Zusammenarbeit unter den Vereinbarungskantonen. Da der Bund gestützt auf Artikel 66 BV sowie auf das Ausbildungsbeitragsgesetz des Bundes vom 6. Oktober 2006 für Ausbildungsbeiträge im Tertiärbereich Bundesbeiträge ausschüttet, muss dieser Artikel auch die Zusammenarbeit mit dem Bund explizit erwähnen. Zudem sind die Vereinbarungskantone gemäss *Absatz 2* des Artikels dazu verpflichtet, sich gegenseitig Amtshilfe zu leisten. Als Amtshilfe wird die Unterstützung einer Behörde durch eine andere Behörde bezeichnet, wenn die Handlung der helfenden Behörde der Erfüllung der Aufgabe einer anderen Behörde dient und sie auf deren Ersuchen vorgenommen wird. Amtshilfe wird auf Ersuchen und im Einzelfall geleistet; aller-

dings wird sie durch das Amtsgeheimnis und den Datenschutz eingeschränkt.

3.2 Beitragsberechtigung

Art. 5 Beitragsberechtigte Personen

Artikel 5 definiert die Kategorien beitragsberechtigter Personen, wobei die Beitragsberechtigung nur eine der Voraussetzungen ist, die für den Erhalt von Ausbildungsbeiträgen erfüllt sein müssen:

- *Bst. a:* Schweizer Bürgerinnen und Bürger mit stipendiennrechtlichem Wohnsitz in der Schweiz.
- *Bst. b:* Diese Bestimmung statuiert den Grundsatz, dass Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer lediglich für Ausbildungen in der Schweiz beitragsberechtigt sein sollen und dies nur, sofern sie nicht in anderen Staaten Beiträge beziehen können.

Allerdings gilt es dabei zu unterscheiden, ob es sich um einen EU-/EFTA-Staat oder um einen Drittstaat handelt. Denn gemäss den bilateralen Abkommen können Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, die in einem EU-/EFTA-Land wohnen, sowie deren Kinder die gleichen Leistungen beanspruchen wie die Angehörigen dieser Länder.

Nach der vorliegenden Vereinbarung besteht für die Kantone keine Pflicht für Stipendienleistungen an Personen, für welche ein EU- oder EFTA-Staat zuständig ist. Dies gilt auch dann, wenn der betreffende Staat, wie etwa Frankreich, keine Ausbildungsbeiträge für Auslandstudien kennt oder wenn kein genügend ausgebautes Stipendienwesen vorhanden ist. Gestützt auf die vorliegende Vereinbarung kann demnach für Auslandschweizerfamilien aus EU-/EFTA-Ländern weder ein Rechtsanspruch auf schweizerische Ausbildungsbeiträge noch auf eine Ausbildung in der Schweiz abgeleitet werden. Da es sich um einen Mindeststandard handelt, können die einzelnen Kantone jedoch trotzdem Ausbildungsbeiträge an Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer in EU-/EFTA-Staaten vergeben.

- *Bst. c:* Diese Bestimmung bezieht sich auf ausländische Staatsangehörige, die im Besitz einer Schweizer Niederlassungsbewilligung (C-Ausweis) sind oder über eine Jahresaufenthaltsbewilligung (B-Ausweis) verfügen, sofern sie seit 5 Jahren in der Schweiz aufenthaltsberechtigt sind. Die Voraussetzungen für die Niederlassungsbewilligung werden im Ausländergesetz oder in Niederlassungsvereinbarungen geregelt und setzen in der Regel einen Aufenthalt von 5 bzw. 10 Jahren voraus. Gemäss Ausländergesetz erhalten z.B. die Ehegatten eines Schweizer Bürgers bzw. einer Schweizer Bürgerin nach 5 Jahren Aufenthalt die Niederlassung. Auch kann eine Niederlassung bei erfolgreichen Integrationsbemühungen bereits nach 5 Jahren gewährt werden. Die Schweiz hat mit zahlreichen Staaten Niederlassungsvereinbarungen abgeschlossen, die einen Anspruch auf Niederlassung nach 5 Jahren vorsehen.

Um der aktuellen Diskussion über die Integration von Ausländerinnen und Ausländern Rechnung zu tragen, soll die Beitragsberechtigung nicht allein Personen mit einer Niederlassungsbewilligung vorbehalten bleiben. Sie soll auch Personen mit einer Jahresaufenthaltsbewilligung (B-Ausweis) einschliessen, sofern sich die Person zum Zeitpunkt des Stipendiengesuchs seit 5

Jahren in der Schweiz aufhält und dabei die ausländerrechtlichen Vorschriften erfüllt.

- *Bst. d:* Hier geht es um in der Schweiz wohnhafte und von ihr anerkannte Flüchtlinge und Staatenlose.
- *Bst. e:* Personen aus EU- und EFTA-Staaten können sich auf die bilateralen Abkommen berufen. Das Freizügigkeitsabkommen zwischen der Schweiz, der EU und ihren Mitgliedstaaten (FZA) und das EFTA-Übereinkommen enthalten unter anderem Bestimmungen, die in Bezug auf die Stipendienberechtigung von in der Schweiz lebenden EU- und EFTA-Staatsangehörigen von Bedeutung sind. Die Regeln gelten für Bürgerinnen und Bürger aller EU- und EFTA-Länder. Personen aus Abkommensstaaten sind Schweizer Bürgerinnen und Bürgern gleichgestellt, wenn es sich um in der Schweiz wohnhafte Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer aus EU- und EFTA-Staaten und deren Kinder handelt.

Gemäss *Absatz 2* sind Personen, die sich ausschliesslich zu Ausbildungszwecken in der Schweiz aufhalten (*Absatz 1 Bst. c*), nicht beitragsberechtigt (Artikel 26 ZGB).

Absatz 3 bestimmt den Kanton, in welchem ein Gesuch um Ausbildungsbeträge gestellt werden muss: Der Kanton, in welchem der stipendienrechtliche Wohnsitz der Person in Ausbildung liegt.

Das Gesetz des Kantons Freiburg (SGF 44.1, Art. 10) entspricht den Anforderungen der Vereinbarung. Bei den Auslandschweizerinnen und Auslandschweizern macht der Kanton Freiburg keinen Unterschied zwischen Schweizer Bürgerinnen und Bürgern, die ihren Wohnsitz in einem EU- und EFTA-Staat oder in aussereuropäischen Ländern haben (SGF 44.11, Art. 6 Abs. 3).

Art. 6 Stipendienrechtlicher Wohnsitz

Zur Ermittlung des stipendienrechtlichen Wohnsitzes wird in erster Linie der Wohnsitzkanton der Eltern (bzw. der Inhaber der elterlichen Sorge) der Person in Ausbildung herangezogen (*Abs. 1 Bst. a*).

Für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer gilt ihr Heimatkanton als stipendienrechtlicher Wohnsitz (*Abs. 1 Bst. b*).

Für anerkannte Flüchtlinge und Staatenlose, die mündig sind und deren Eltern nicht in der Schweiz wohnen, gilt der Zuweisungskanton als stipendienrechtlicher Wohnsitz (*Abs. 1 Bst. c*).

Absatz 1 Bst. d bezieht sich auf alle Personen, die eine erste berufsbefähigende Ausbildung (anerkannter Abschluss, der zur Berufsausübung befähigt) abgeschlossen haben und – vor Beginn der anerkannten Ausbildung, für welche Ausbildungsbeträge verlangt werden – mindestens zwei volle Jahre lang in einem bestimmten Kanton gewohnt und gearbeitet haben bzw. aufgrund eigener Erwerbstätigkeit finanziell unabhängig waren. Sind diese Voraussetzungen gegeben, liegt der stipendienrechtliche Wohnsitz in diesem (Wohn-)Kanton.

Absatz 2 regelt das Vorgehen bei getrenntlebenden Eltern mit Wohnsitz in verschiedenen Kantonen.

Absatz 3 ist relevant für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, die mehrere Heimatkantone haben.

Absatz 4 unterstreicht den Zweck des stipendienrechtlichen Wohnsitzes, wonach *ein* Kanton für jede Person in Ausbildung zuständig sein muss. Damit soll vor allem verhindert werden, dass eine Person bei einem Kantons-

wechsel *keinen* stipendienrechtlichen Wohnsitz mehr hat oder aber *mehrere* solche erwerben kann.

Grundlage für die Regelung des stipendienrechtlichen Wohnsitzes sind die entsprechenden Bestimmungen des Ausbildungsbeitragsgesetzes des Bundes vom 6. Oktober 2006 im tertiären Bildungsbereich.

Art. 7 Eigene Erwerbstätigkeit

Artikel 7 konkretisiert die in Artikel 6 Absatz 1 Bst. d definierten Begriffe der «ersten berufsbefähigenden Ausbildung» und der «finanziellen Unabhängigkeit infolge eigener Erwerbstätigkeit». Gemäss dieser Bestimmung werden vier Jahre Erwerbstätigkeit in einem Kanton mit einer abgeschlossenen ersten berufsbefähigenden Ausbildung gleichgesetzt, wobei als «Erwerbstätigkeit» auch das Führen eines eigenen Haushaltes mit Unmündigen oder Pflegebedürftigen, Militär- und Zivildienst sowie Arbeitslosigkeit gilt. Artikel 7 hat den Zweck, dass ein Wohnortskanton dann stipendienrechtlicher Wohnsitz im Sinn von Artikel 6 Absatz 1 Bst. d wird, wenn eine Person während längerer Zeit – in Anwendung von Artikel 6 Absatz 1 Bst. d sind sechs Jahre Erwerbstätigkeit Voraussetzung – in einem Kanton erwerbstätig gewesen ist.

In der Gesetzgebung des Kantons Freiburg wird der Begriff «erste Ausbildung» nicht definiert, in der Praxis ist jedoch eine Erwerbstätigkeit von 5 Jahren stets als erste Ausbildung erachtet worden. Diese Regelung könnte an die Bestimmung des Stipendien-Konkordats angepasst werden. Hingegen wird der Begriff «Erwerbstätigkeit» im Reglement (SGF 44.11, Art. 6 Abs. 4) definiert; er schliesst auch die Betreuung von Familienangehörigen im gleichen Haushalt, Militär- und Zivildienst sowie Arbeitslosigkeit ein.

Art. 8 Beitragsberechtigte Ausbildungen

Beitragsberechtigt sind in jedem Fall Ausbildungen der Sekundarstufe II und der Tertiärstufe. Ebenfalls beitragsberechtigt sind obligatorische studienvorbereitende Massnahmen, die zu einer anerkannten Ausbildung gemäss Artikel 9 führen, sowie Passerellenangebote und Brückenangebote.

Beitragsberechtigt sind Ausbildungen bis einschliesslich des ersten Masterabschlusses auf der Tertiärstufe A (Abschluss einer Universität, ETH oder Fachhochschule). Auf der Tertiärstufe B ist der Erstabschluss die eidgenössische Berufsprüfung (wird mit dem eidgenössischen Fachausweis abgeschlossen, z.B. Bankfachmann, Logistikfachfrau, Polizist) bzw. die eidgenössische höhere Fachprüfung (wird mit dem eidgenössischen Diplom abgeschlossen, auch als Meisterprüfung bekannt, z.B. dipl. Küchenchefin, dipl. Logistikleiter, dipl. Hauswirtschaftsleiterin) oder der Abschluss einer Höheren Fachschule (z.B. dipl. Techniker HF, dipl. Pflegefachfrau HF).

Zu beachten ist, dass ein Studium an einer Universität oder Fachhochschule, welches auf einen Abschluss auf der Tertiärstufe B folgt, ebenfalls beitragsberechtigt ist.

Art. 9 Anerkannte Ausbildungen

Ausbildungen in der Schweiz

Schweizerisch – durch interkantonale Vereinbarungen – oder eidgenössisch anerkannte Ausbildungen auf der Sekundarstufe II sind grundsätzlich beitragsberechtigt. Gemäss Artikel 9 Abs. 1 zieht jedoch die stipendienrechtliche Anerkennung einer Ausbildung durch einen einzel-

nen Kanton nicht die Anerkennung durch sämtliche Vereinbarungskantone nach sich.

Im Folgenden sind die für eine schweizerische oder eidgenössische Anerkennung erforderlichen rechtlichen Grundlagen aufgeführt:

Auf der *Tertiärstufe* muss die Ausbildung bzw. der entsprechende Abschluss wie folgt von den dafür zuständigen Instanzen von Bund und/oder Kantonen anerkannt sein:

- *eidgenössische Berufsprüfungen und höhere Fachprüfungen*: Der Bund genehmigt diesbezügliche Vorschriften (Artikel 28 BBG¹).
- *Höhere Fachschulen*: Eidgenössische Anerkennung/Genehmigung auf der Grundlage von Artikel 29 FHSG;
- *Fachhochschulen*: Eidgenössische Anerkennung/Genehmigung auf der Grundlage von Artikel 7 FHSG²; allenfalls Akkreditierung auf der Grundlage von Artikel 17 Bst. a FHSG.
- *Lehrerinnen- und Lehrerbildung*: Schweizerische Anerkennung durch die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) auf der Grundlage der Interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen (Diplomanerkennungsvereinbarung)³.
- *Ausbildungen für Berufsbildungsverantwortliche*: eidgenössische Anerkennung gemäss den Artikeln 45–48 des BBG.
- *Universitäre Hochschulen*: Anerkennung gemäss Universitätsförderungsgesetz (UFG) vom 8. Oktober 1999⁴. Auch die Eidgenössischen Technischen Hochschulen sind stipendienrechtlich anerkannt.

Auf der Sekundarstufe II sind Ausbildungen und Abschlüsse von allgemeinbildenden Schulen (Gymnasium/Fachmittelschulen) unter der Bedingung anerkannt, dass die Ausbildung bzw. der Abschluss der entsprechenden Schule im Rahmen des dafür vorgesehenen Verfahrens geprüft und von der zuständigen Behörde anerkannt ist:

- *Ausbildungen bzw. Abschlüsse gymnasialer Mittelschulen*: Anerkennung durch das Eidgenössische Department des Innern (EDI) und den Vorstand der EDK gemäss bundesrätlicher Verordnung vom 15. Februar 1995⁵ über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen (MAV) bzw. gestützt auf das Reglement über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen vom 16. Januar 1995 der EDK⁶.
- *Fachmittelschulabschlüsse*: Anerkennung gestützt auf das Reglement vom 12. Juni 2003 über die Anerkennung der Abschlüsse von Fachmittelschulen der EDK⁷.

Im Bereich der *Berufsbildung auf der Sekundarstufe II* sind folgende Grundlagen für die Anerkennung massgeblich:

¹ SR 412.10 Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (Berufsbildungsgesetz, BBG)

² SR 414.71 Bundesgesetz vom 6. Oktober 1995 über die Fachhochschulen (Fachhochschulgesetz, FHSG)

³ Ziffer 4.1. der Sammlung der Rechtsgrundlagen der EDK

⁴ Als Grundlage für die Anerkennung wird das Hochschulförderungsgesetz dienen, sobald dieses in Kraft ist.

⁵ SR 413.11 Verordnung vom 15. Februar 1995 über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen (MAV)

⁶ Ziffer 4.3.1.1. der Sammlung der Rechtsgrundlagen der EDK

⁷ Ziffer 4.3.1.2. der Sammlung der Rechtsgrundlagen der EDK

- *berufliche Grundbildung*: Vom Bund erlassene Bildungsverordnungen gemäss Artikel 17 und 19 BBG.
- *Berufsmaturität*: Anerkennung gemäss Artikel 25 BBG.

Anerkennung von Bildungsangeboten für die Vorbereitung von eidgenössischen Berufsprüfungen und eidgenössischen höheren Fachprüfungen

Die Vorbereitung von eidgenössischen Berufsprüfungen und eidgenössischen höheren Fachprüfungen wird meist an privaten Instituten angeboten. Es liegt an der zuständigen kantonalen Behörde, Bildungsangebote in diesem Bereich anzuerkennen. Die Anerkennung der Trägerschaft der Prüfung soll dabei berücksichtigt werden.

Im Kanton Freiburg werden die Vorbereitungskurse für eidgenössische Prüfungen anerkannt (SGF 44.1, Art. 4 Bst. b). Der Ausbildungsbeitrag wird häufig in Form eines Darlehens ausgerichtet, da die Ausbildung in den meisten Fällen berufsbegleitend erfolgt.

Ausbildungen im Ausland

Kann eine Gleichwertigkeit festgestellt werden, können die Kantone auch Ausbildungen im Ausland unterstützen. In jedem Fall ist es Sache der zuständigen kantonalen Behörde, zu entscheiden, ob in stipendienrechtlicher Hinsicht eine Gleichwertigkeit gegeben ist oder nicht.

Für Ausbildungen im Ausland können im Kanton Freiburg nur für eine Ausbildung im tertiären Bildungsbereich sowie für Austauschprogramme auf der Sekundarstufe II oder im tertiären Bildungsbereich an einer anerkannten Ausbildungsstätte Beiträge gewährt werden. Die Person in Ausbildung muss aber die Bedingungen für eine entsprechende Ausbildung in der Schweiz erfüllen (SGF 44.1, Art. 4 Bst. c).

Art. 10 Erst- und Zweitausbildungen, Weiterbildungen

Ausbildungsbeiträge werden grundsätzlich für die erste beitragsberechtigte Ausbildung entrichtet. Zusätzlich können die Vereinbarungskantone auch für Zweitausbildungen (z.B. ein zweites Hochschulstudium), Weiterbildungen (z.B. Nachdiplomstudien oder Master of Advanced Studies), Fortbildungen usw. Ausbildungsbeiträge entrichten (Abs. 2). Diese Ausbildungen werden in der Vereinbarung nicht berücksichtigt.

Die kantonale Gesetzgebung entspricht diesen Anforderungen. Für den Kanton Freiburg ist anzumerken, dass die Beiträge lediglich für die Erstausbildung auf Tertiärstufe in Form von Stipendien gewährt werden. Ein Masterabschluss gilt als Teil der Erstausbildung. Für Ausbildungsergänzungen sowie Ausbildungen, die an einen Abschluss im tertiären Bildungsbereich anschliessen, werden die Beiträge in Form von Darlehen gewährt (SGF 44.1, Art. 7 und 8). Dennoch ist die Vergabe eines Stipendiums für eine Zweitausbildung auf Sekundarstufe II möglich.

Art. 11 Voraussetzungen im Bezug auf die Ausbildung

Artikel 11 legt klar fest, dass die in der Vereinbarung geregelten Ausbildungsbeiträge grundsätzlich keine Leistungsstipendien sind, welche z.B. nur bei Erreichen eines sehr hohen Notendurchschnittes vergeben werden. Ausbildungsbeiträge werden im Gegenteil bewilligt, wenn die Aufnahme- und Promotionsbedingungen erfüllt sind.

3.3 Ausbildungsbeiträge

Art. 12 Form der Ausbildungsbeiträge und Alterslimite

Artikel 12 definiert die Form der Ausbildungsbeiträge, die gemäss Absatz 1 als Stipendien oder Darlehen vergeben werden.

In Absatz 2 wird eine Alterslimite für die Vergabe von Stipendien festgelegt: Die Kantone sind bei der Festlegung dieser Alterslimite zwar frei, die Grenze von 35 Jahren bei Beginn der Ausbildung darf aber nicht unterschritten werden. Überschreitet eine Person die Alterslimite während der Ausbildung, werden die Ausbildungsbeiträge für die gesamte Ausbildungszeit gewährt.

Die Alterslimite für Darlehen können die Kantone frei festlegen.

Die Alterslimite für die Vergabe eines Stipendiums liegt im Kanton Freiburg beim 40. Altersjahr. Beginnt eine Person ihre Ausbildung auf Tertiärstufe im Alter von 35 Jahren, kann sie für die reguläre Dauer ihrer Ausbildung (Bachelor 3 Jahre, Master 1½ – 2 Jahre) ein Stipendien-gesuch einreichen. Für die Vergabe von Darlehen besteht keine Alterslimite (SGF 44.1, Art. 9).

Art. 13 Dauer der Beitragsberechtigung

Artikel 13 regelt die Dauer, während der Ausbildungsbeiträge vergeben werden. Absatz 1 hält fest, dass bei mehrjährigen Ausbildungsgängen Ausbildungsbeiträge bis zwei Semester über die Regelstudiedauer hinaus bezogen werden können. Dies entspricht den Bestimmungen des Ausbildungsbeitragsgesetzes des Bundes vom 6. Oktober 2006.

Gemäss Absatz 2 geht die Beitragsberechtigung auch dann nicht verloren, wenn die Ausbildung einmal gewechselt wird. Bei einem Ausbildungswchsel ist die Dauer der neuen Ausbildung massgebend. Gemäss Absatz 1 sind Ausbildungsbeiträge zwei Semester über die reguläre Dauer dieser Ausbildung zu gewähren, falls es sich um einen mehrjährigen Ausbildungsgang handelt. Die Kantone haben die Möglichkeit, die Zeit der ersten Ausbildung in Abzug zu bringen.

Im Kanton Freiburg sind pro Bildungsstufe zwei Ausbildungswchsel zulässig. Bei einem Ausbildungswchsel ohne wichtigen Grund darf die Dauer der Stipendienvergabe die regulär festgelegte Dauer nicht übersteigen. Die im vorhergehenden Bildungsgang absolvierten Ausbildungsjahre werden bei der Festlegung der Stipendienvergabe berücksichtigt.

Art. 14 Freie Wahl von Studienrichtung und Studienort

Artikel 14 verankert die freie Wahl von anerkannten Ausbildungen (Studienrichtung und Studienort). Entscheidet sich die Person in Ausbildung aber gegen die kostengünstigste Variante, sind die Kantone nicht verpflichtet, die Mehrkosten zu tragen (Absatz 2). Sie müssen lediglich diejenigen persönlichen Kosten der Person in Ausbildung berücksichtigen, welche auch bei der kostengünstigsten Lösung (z.B. staatliche Schule anstatt Privatschule) angefallen wären. Entscheidet sich die Person in Ausbildung gegen den Besuch der nächstgelegenen Ausbildungsstätte (z.B. Hochschule in einem anderen Kanton), sind die Kantone ebenfalls lediglich dazu verpflichtet, den Ausbildungsbeitrag auszurichten, der beim Besuch der näher gelegenen Bildungsanstalt angefallen wäre (keine Ver-

pflichtung von Übernahme von zusätzlichen Wegkosten oder Kosten für auswärtige Logis).

Gemäss Absatz 3 wird bei Ausbildungen im Ausland vorausgesetzt, dass die Person in Ausbildung die Aufnahmebedingungen für eine gleichwertige Ausbildung in der Schweiz ebenfalls erfüllt. Bei Ausland- oder Fremdsprachenaufenthalten, die Bestandteil der Ausbildung sind, werden in der Regel die vollen Kosten berücksichtigt.

Wird im Kanton Freiburg eine Ausbildung der Sekundarstufe II, die zu einem offiziellen Titel führt, außerhalb des Kantons oder an einer privaten Bildungsinstitution besucht, so können die Ausbildungsbeiträge nicht höher sein als für diese Ausbildung an einer öffentlichen Ausbildungsstätte des Kantons (SGF 44.1, Art. 11 Abs. 4). Wird eine Ausbildung auf Tertiärstufe, die zu einem offiziellen Titel führt, an einer privaten Bildungsinstitution besucht, so können die Ausbildungsbeiträge nicht höher sein als für diese Ausbildung an einer öffentlichen Ausbildungsstätte des Kantons (SGF 44.1, Art. 11 Abs. 4).

Art. 15 Höchstansätze für Ausbildungsbeiträge

Artikel 15 definiert die jährlichen Höchstansätze für Ausbildungsbeiträge. Es handelt sich um Mindeststandards, d.h. die Vereinbarungskantone können diese Ansätze über-, aber nicht unterschreiten. Höchstansätze sind so zu verstehen, dass sie unter besonderen Bedingungen angewendet werden, auf der Sekundarstufe II z.B., wenn die Person in Ausbildung aus zwingenden Gründen außerhalb des Elternhauses leben muss.

Absatz 2 erlaubt eine Erhöhung der Ansätze nach Absatz 1, wenn die Person in Ausbildung gegenüber Kindern unterhaltpflichtig ist.

Absatz 3: Die Konferenz der Vereinbarungskantone hat die Möglichkeit, die Höchstansätze für Ausbildungsbeiträge mit 2/3-Mehrheit an die Teuerung anzupassen.

Absatz 4: Für die Tertiärstufe ist auch ein Splitting des Ausbildungsbeitrags in Stipendien und Darlehen möglich. Mindestens zwei Drittel des Ausbildungsbeitrages müssen jedoch in Form von Stipendien geleistet werden.

Absatz 5: Bei Ausbildungsbeiträgen, welche die Höchstansätze übertreffen, können die Kantone die Aufteilung in Stipendien/Darlehen frei bestimmen.

Für den Kanton Freiburg ist anzumerken, dass die Beiträge lediglich für die Erstausbildung auf Tertiärstufe in Form von Stipendien gewährt werden. Ein Masterabschluss gilt als Teil der Erstausbildung. Die Ausbildungsbeiträge werden nicht in Stipendien und Darlehen aufgesplittet (SGF 44.1, Art. 7 Bst. c).

Wie bereits in Kapitel 3 Absatz 4 dieser Botschaft erwähnt, müssten die jährlichen Höchstbeträge angepasst werden (SGF 44.11, Art. 9).

Höchstansätze gemäss der EDK-Vereinbarung:

- *12 000 Franken für eine Ausbildung auf Sekundarstufe II*
 - *16 000 Franken für eine Ausbildung auf Tertiärstufe*
- Freiburg hat sich diesen Ansätzen jedoch bereits angenähert, da in der neuen Gesetzgebung die jährlichen Höchstbeträge für die Ausbildung auf Sekundarstufe II auf 11 000 Franken (vorher: 10 000 Franken) und für eine Ausbildung auf Tertiärstufe auf 14 500 Franken (vorher: 13 000 Franken) angehoben wurden.

Nach den diesbezüglichen Berechnungen dürften sich die finanziellen Mehrkosten einer Erhöhung der jährlichen Höchstbeträge auf die in der Vereinbarung festgelegten Ansätze auf rund 300 000 Franken belaufen. Dieser Betrag ist im Finanzplan 2011–2013 bereits berücksichtigt.

Art. 16 Besondere Ausbildungsstruktur

Artikel 16 setzt den Artikel 10 des Ausbildungsbeitragsgesetzes des Bundes vom 6. Oktober 2006 um, der für die Kantone zumindest für die Tertiärstufe verbindlich ist. Die vorliegende Bestimmung konkretisiert in Absatz 2 das Prinzip des Ausbildungsbeitrags gesetzes.

Absatz 2 trägt dem gesellschaftlichen Wandel Rechnung, der vermehrt zu Teilzeitausbildungen (und auch zu berufsbegleitenden Ausbildungen) tendiert: In begründeten Fällen muss die beitragsberechtigte Studienzeit verlängert werden, wobei die zuständigen kantonalen Behörden einen Nachweis dafür verlangen können, dass eine Ausbildung wegen Betreuungspflichten oder anderer wichtigen Gründen tatsächlich als Teilzeitstudium absolviert werden muss.

3.4 Bemessung der Beiträge

Art. 17 Bemessungsgrundsatz

Artikel 17 stellt klar, dass Ausbildungsbeiträge nur einen Beitrag an die Studien- und Lebenshaltungskosten einer Person in Ausbildung darstellen und nicht die gesamten ausbildungsbedingten Kosten decken.

Art. 18 Berechnung des finanziellen Bedarfs

Artikel 18 definiert, wie der finanzielle Bedarf einer ge suchstellenden Person in Ausbildung berechnet wird. Diese Berechnung beruht nach Absatz 1 auf dem Grundsatz, wonach Ausbildungsbeiträge vor allem auf Grund der zumutbaren Eigenleistung der Person in Ausbildung und der Fremdleistung der Eltern, anderer gesetzlich Verpflichteter und/oder anderer Dritter anhand einer Fehlbetragsrechnung bemessen werden. Bei der Fehlbetragsrechnung werden die Kosten für die Ausbildung und die Lebenshaltung der Person in Ausbildung den Eigen- und Fremdleistungen gegenübergestellt. Ergibt sich daraus eine Differenz, so wird ein Ausbildungsbeitrag in entsprechender Höhe gewährt. Zudem werden in Absatz 1 zwei Grundsätze definiert, welche die Vereinbarungskantone bei der Festlegung der Höhe der kantonalen Ausbildungsbeiträge berücksichtigen müssen.

Absatz 1 Bst. a: Budget der Person in Ausbildung

Ausbildungsbeiträge sollen – zusammen mit der Leistung, welche den Eltern zugemutet werden kann – die Ausbildungskosten und die ausbildungsbedingten Lebenshaltungskosten der Person in Ausbildung decken. Unter Ausbildungskosten fallen Studiengebühren, Kosten für Schulmaterial, studienbedingte Transportkosten oder Kosten für auswärts eingenommene Mahlzeiten. Unter Lebenshaltungskosten fallen Kosten für Kleider, medizinische Versorgung, Kommunikationskosten, Taschengeld Mietkosten, falls das auswärtige Wohnen durch einen unzumutbar langen Schulweg oder wegen anderer Gründe bedingt ist, sowie Kosten für den Unterhalt des eigenen Haushalts. Die Ausbildungskosten und die Lebenshaltungskosten werden separat berechnet.

Für die Person in Ausbildung wird eine zumutbare Eigenleistung berechnet. Zum Beispiel kann vorhandenes Vermögen vom Ausbildungsbeitrag abgezogen werden

und/oder ebenfalls ein Teil des Einkommens, das die Person in Ausbildung erwirtschaftet. Bei Erwerbseinkommen ausserhalb des Ausbildungsvertrags bleibt Absatz 3 vorbehalten. Der Person in Ausbildung kann zugemutet werden, prinzipiell einen Teil der Ausbildungs- und Lebenshaltungskosten durch eigene Erwerbstätigkeit zu decken.

Bei Personen, die vor der Ausbildung oder während eines Studienunterbruchs mehrere Jahre lang erwerbstätig gewesen sind, können die Kantone als Mittel zur Missbrauchsbekämpfung in speziellen Fällen das Instrument des hypothetischen Einkommens und Vermögens einzusetzen, insbesondere bei einem Unterbruch zwischen dem Bachelor- und dem Masterstudium. Dabei ist zu beachten, dass der Masterabschluss auch bei einem längeren Unterbruch als Erstabschluss zu definieren ist.

Absatz 1 Bst. b: Familienbudget

Der Grundbedarf der Familie oder der gesetzlich verpflichteten Dritten, der sich zur Hauptsache aus Miete, Lebenshaltungskosten, Versicherungen, Steuern und Sozialauslagen zusammensetzt, darf nicht angetastet werden. Dem Grundbedarf stehen die verfügbaren Mittel der Familie oder der verpflichteten Dritten gegenüber. Die gesamten Mittel, welche den Grundbedarf der Familie übersteigen, bilden den maximalen Elternbeitrag, der gemäss dieser Vereinbarung angerechnet werden kann. Damit das Stipendiensystem tatsächlich ein Instrument zur Ausbildungsförderung bleibt, das nicht allein Personen berücksichtigt, welche gerade am Existenzminimum leben, wird empfohlen, nicht den grösstmöglichen Elternbeitrag anzurechnen. Die Eltern sind dazu verpflichtet, mit den errechneten Mitteln, welche den Elternbeitrag bilden, die Ausbildung ihrer Kinder zu unterstützen. Nur wenn der Elternbeitrag nicht ausreicht, um die Lebenshaltungskosten und die Ausbildungskosten zu decken, werden Ausbildungsbeiträge ausbezahlt.

Das Vorgehen bei Familien mit Kindern in Ausbildung, die das Existenzminimum nicht erreichen, ist in dieser Vereinbarung nicht geregelt und nicht Teil des Ausbildungsbeitragswesens im Sinne der Vereinbarung. Es steht den Kantonen frei zu entscheiden, inwieweit solche Fehlbeträge durch Ausbildungsbeiträge und/oder durch andere Quellen gedeckt werden. Da Ausbildungsbeiträge die Ausbildungsförderung zum Hauptzweck haben und nicht die materielle Existenzsicherung der Familie der Person in Ausbildung, sollten solche Kosten grundsätzlich nicht den Bereich der Ausbildungsbeiträge tangieren.

Im Kanton Freiburg dient das Familienbudget (SGF 44.11, Art. 15) dazu, die finanziellen Verhältnisse der Eltern der Person in Ausbildung und gegebenenfalls weiterer unterhaltpflichtiger Personen zu erfassen (SGF 44.11, Art. 25). Die finanzielle Beteiligung, die von den Eltern und anderen unterhaltpflichtigen Personen verlangt werden kann, wird aufgrund der Einkommen gemäss der dem Ausbildungsjahr vorangehenden Steuerveranlagung festgelegt. Zum Einkommen werden ferner allfällige nicht steuerbare Einkünfte (Ergänzungsleistungen) hinzugezählt. Von diesem Einkommen kann je nach den verfügbaren Mitteln des Staates und der Anzahl Begünstigter ein Pauschalabzug von bis zu 2000 Franken pro Kind in Ausbildung gewährt werden. Für das Ausbildungsjahr 2009/10 beträgt dieser Pauschalabzug 1500 Franken.

Vom anrechenbaren Einkommen werden gemäss den Richtsätzen für die Bemessung der materiellen Hilfe

nach dem Sozialhilfegesetz die Kosten abgezogen. Die Unterhaltskosten und die Wohnkosten der Familie können je nach den verfügbaren Mitteln des Staates und je nach Anzahl Begünstigter um bis zu 20% erhöht werden. Für das Ausbildungsjahr 2009/10 wird diese Erhöhung auf 20% festgelegt.

Verteilung des verfügbaren Restbetrags: Ein im Familienbudget ausgewiesener Einnahmenüberschuss wird durch die Anzahl der in Ausbildung stehenden Kinder nach erfüllter Schulpflicht geteilt. Für Kinder in Ausbildung, denen Wohnkosten gewährt werden, entspricht der Anteil dem Doppelten des Betrags, der den bei ihren Eltern wohnenden Kindern zugesprochen wird (SGF 44.1 Art. 24).

Abs. 2: Pauschalierungen

Um den Verwaltungsaufwand klein zu halten, können die Kantone Pauschalierungen vornehmen.

Abs. 3: Verdienst der Person in Ausbildung

Da Ausbildungsbeiträge subsidiären Charakter haben, muss es für Personen in Ausbildung möglich sein, einen Teil ihrer Ausgaben durch Erwerbsarbeit zu decken. Der gemäss Absatz 1 berechnete Ausbildungsbeitrag kann demnach erst ab einem bestimmten effektiven Einkommen der Person in Ausbildung gekürzt werden.

Reichen die Ausbildungsbeiträge und die übrigen Einnahmen der Person nicht aus, so muss diese die Möglichkeit haben, den fehlenden Betrag durch Erwerbsarbeit zu kompensieren, ohne dass ihre Ausbildungsbeiträge dadurch gekürzt werden.

Die Anrechnung einer minimalen Eigenleistung ist unabhängig vom tatsächlichen Verdienst der Person in Ausbildung möglich. Gemäss Artikel 16 Abs. 1 und Artikel 18 Abs. 1 Bst. a ist der Ausbildungsstruktur Rechnung zu tragen. Die Kantone können die minimale Eigenleistung z.B. bei Teilzeitstudien erhöhen.

Der Kanton Freiburg hat als zumutbare minimale Beteiligung 1500 Franken für Personen in Ausbildung auf Sekundarstufe II und 3000 Franken für Personen in Ausbildung auf Tertiärstufe festgelegt. Übersteigt das Einkommen das Doppelte der minimalen Beteiligung, so werden 65% des Einkommensüberschusses angerechnet und zur minimalen Beteiligung hinzugefügt.

Beispiel: Eine Studentin erhält das Maximalstipendium von 14 500 Franken. Sie kann bis zu 6000 Franken dazu verdienen und behält das volle Stipendium. Erreicht hingegen ihr Verdienst die Marke von 8000 Franken, so werden 4300 Franken in ihrem Budget berücksichtigt. Bei einem Nebeneinkommen über dem festgelegten Betrag wird jedoch das Stipendium nur dann gekürzt, wenn der Gesamtbetrag des Stipendiums und der übrigen Mittel die anerkannten Ausbildungskosten übersteigt (SGF 44.11 Art. 26).

Art. 19 Teilweise elternunabhängige Berechnung

Als teilweise elternunabhängig gilt eine Person, wenn sie das 25. Altersjahr vollendet hat, eine erste berufsbefähigende Ausbildung abgeschlossen hat, vor Beginn der neuen Ausbildung während zwei Jahren unabhängig von ihren Eltern lebte und sich dabei nicht in einer Ausbildung befand, welche zu einem anerkannten Abschluss führt. Als berufsbefähigende erste Ausbildung gilt die Ausbildung bis zum vom Bund oder vom Kanton anerkannten Abschluss, der zur Berufsausübung befähigt.

Eine Berufslehre gilt z.B. als berufsbefähigende erste Ausbildung. Eine Person, welche eine Berufsmatura absolviert hat und nach zweijähriger Erwerbstätigkeit eine Fachhochschule besucht, würde demzufolge als teilweise elternunabhängig gelten. Diese Person würde sich nach wie vor in der Erstausbildung befinden. Gemäss der elternunabhängigen Berechnung würden die Kantone die finanziellen Verhältnisse der Eltern aber nur teilweise in die Stipendienberechnung einbeziehen, dafür könnte bei einer solchen Berechnung z.B. die Eigenleistung der Person in Ausbildung stärker berücksichtigt werden. Diese Vereinbarung regelt nur Fälle teilweiser Elternunabhängigkeit von Personen, die sich noch in der Erstausbildung gemäss Artikel 10 dieser Vereinbarung befinden.

Im Kanton Freiburg werden für über 25-jährige Personen in Ausbildung lediglich 50% des berücksichtigten Anteils des verfügbaren Restbetrags als Einnahme im persönlichen Budget angerechnet (SGF 44.11 Art. 24). Im Bereich der Ausbildungsbeiträge bleibt also der Grundsatz der finanziellen Abhängigkeit von den Eltern und anderer gesetzlich Verpflichteter bestehen.

3.5 Vollzug

Art. 20 Konferenz der Vereinbarungskantone

Für bestimmte Vollzugsaufgaben – nämlich die Überprüfung und gegebenenfalls Anpassung der Höchstansätze gemäss Artikel 15 und den Erlass von Empfehlungen für die Berechnung der Ausbildungsbeiträge – wird eine Konferenz eingesetzt, die mit je einer Vertretung aus den Vereinbarungskantonen besetzt ist. Für die Anpassung der Höchstansätze bedarf es einer Mehrheit von zwei Dritteln der Mitglieder der Konferenz der Vereinbarungskantone.

Art. 21 Geschäftsstelle

Das Generalsekretariat der EDK soll – wie bei den Freizügigkeits- und Finanzierungsabkommen – als Geschäftsstelle die laufenden Vollzugsarbeiten erledigen, so unter anderem die Vorbereitung der Geschäfte der Konferenz der Vereinbarungskantone. Die Kosten dieser Geschäftsstelle sollen – auch dies in Analogie zu den Freizügigkeits- und Finanzierungsabkommen der Kantone – von den Vereinbarungskantonen nach Massgabe der Einwohnerzahl getragen werden.

Art. 22 Schiedsinstanz

Ein Schiedsgericht soll allfällige Streitigkeiten, die sich aus der Anwendung oder der Auslegung der Vereinbarung ergeben, endgültig entscheiden.

3.6 Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 23 Beitritt

Nach der Verabschiedung der Vereinbarung durch die Plenarversammlung der EDK wird in jedem Kanton nach kantonalem Recht ein Ratifikationsverfahren durchgeführt werden. Stimmt ein Kanton dem Beitritt zur neuen Vereinbarung zu, wird diese von der jeweiligen Kantonsregierung dem Vorstand der EDK gegenüber erklärt.

Art. 24 Austritt

Jedem Kanton, welcher der Vereinbarung beigetreten ist, wird das Recht zugestanden, gegenüber dem Vorstand der EDK den Austritt aus der Vereinbarung zu erklären.

Die Kündigungsfrist beträgt drei ganze Kalenderjahre. Für die verbleibenden Vereinbarungskantone bleibt die Vereinbarung vollumfänglich in Kraft.

Art. 25 Umsetzungsfrist

Artikel 25 gewährt den Vereinbarungskantonen ausreichend Frist für die Umsetzung der Interkantonalen Vereinbarung ins kantonale Recht. Kantone, die bei Inkrafttreten der Vereinbarung bereits Vereinbarungskanton sind, haben die maximale Umsetzungsfrist von fünf Jahren; Kantone, die später als zwei Jahre nach Inkrafttreten beitreten, eine Umsetzungsfrist von drei Jahren.

Wie oben erwähnt ist das Gesetz vom 14. Februar 2008 über die Stipendien und Studiendarlehen mit der Interkantonalen Vereinbarung vereinbar und muss daher nicht angepasst werden. Lediglich in Artikel 9 des Reglements vom 8. Juli 2008 über die Stipendien und Studiendarlehen ist eine Änderung nötig.

Art. 26 Inkrafttreten

Die Vereinbarung kann in Kraft treten, sobald ihr zehn Kantone beigetreten sind. Die formelle Inkraftsetzung der Vereinbarung bedarf eines Beschlusses des EDK-Vorstands. Absatz 2 enthält bereits auf Konkordatsebene insofern eine Einschränkung, als das Inkrafttreten von Artikel 8 Abs. 2 Bst. b vom Abschluss einer interkantonalen Vereinbarung über Beiträge an die höhere Berufsbildung abhängig gemacht wird.

Gemäss Artikel 48 Abs. 3 BV ist das Inkrafttreten dem Bund zur Kenntnis zu bringen.

4. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN

Der Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeträgen wird keine personellen Auswirkungen haben. Denn das Berechnungsverfahren des Kantons entspricht den Anforderungen der Vereinbarung und muss daher nicht geändert werden.

Unter Ziffer 2 wurde aufgezeigt, dass die Erhöhung der jährlichen Maximalbeträge für den Kanton Freiburg Mehrkosten von rund 300 000 Franken nach sich ziehen würde; dieser Betrag ist im Finanzplan 2011–2013 bereits vorgesehen.

Einige Bestimmungen des Reglements vom 8. Juli 2008 über die Stipendien und Studiendarlehen könnten gege-

benenfalls überprüft werden, um den verfügbaren Mitteln des Staates Rechnung zu tragen (z.B. SGF 44.11 Art. 19).

5. ANDERE AUSWIRKUNGEN

5.1 Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Die Umsetzung der Vorschläge der Vereinbarung hat keinen Einfluss auf die bestehende Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden.

5.2 Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und dem Europarecht

Der Gesetzesentwurf ist mit der kantonalen Verfassung vom 16. Mai 2004 vereinbar. Die Vorlage entspricht dem Bundesrecht und bewirkt auch eine Annäherung an das EU-Recht. Zudem stimmt die Vorlage mit dem Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Beiträge an die Aufwendungen der Kantone für Stipendien und Studiendarlehen im tertiären Bildungsbereich überein. Weiter ist darauf hinzuweisen, dass der Bund gestützt auf Artikel 66 Abs. 1 der Bundesverfassung die Harmonisierung der Kantone im Bereich der Ausbildungsbeiträge fördern und die Grundsätze für die Vergabe dieser Beiträge festlegen kann.

5.3 Gesetzesreferendum

Der Beitritt zur Vereinbarung unterliegt dem Gesetzesreferendum. Er untersteht nicht dem Finanzreferendum.

6. SCHLUSSBEMERKUNG

Der Staatsrat erachtet diese Vereinbarung als wichtigen Schritt in Richtung einer Harmonisierung von Ausbildungsbeträgen in der Schweiz. Die Vereinbarung wird die kantonalen Gesetze nicht ersetzen, sondern sie in wichtigen Punkten annähern.

Der Kanton Freiburg muss sein Gesetz vom 14. Februar 2008 über die Stipendien und Studiendarlehen nicht ändern. Hingegen müsste eine Bestimmung des Reglements vom 8. Juli 2008 über die Stipendien und Studiendarlehen angepasst werden. Der Staatsrat lädt Sie ein, der Gesetzesvorlage über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung zur Harmonisierung von Ausbildungsbeträgen zuzustimmen.

Loi

du

**portant adhésion du canton de Fribourg
à l'accord intercantonal sur l'harmonisation
des régimes de bourses d'études**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 66 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;

Vu l'article 13 de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire;

Vu l'article 65 al. 4 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 9 mars 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le canton de Fribourg adhère à l'accord intercantonal du 18 juin 2009 sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études, dont le texte suit la présente loi.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.

Gesetz

vom

**über den Beitritt des Kantons Freiburg
zur Interkantonalen Vereinbarung
zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 66 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;

gestützt auf Artikel 13 des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 2006 über Beiträge an die Aufwendungen der Kantone für Stipendien und Studiendarlehen im terciären Bildungsbereich;

gestützt auf Artikel 65 Abs. 4 der Freiburger Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 9. März 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Kanton Freiburg tritt der Interkantonalen Vereinbarung vom 18. Juni 2009 zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen bei, deren Text im Anhang zu diesem Gesetz veröffentlicht wird.

Art. 2

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Accord intercantonal

du 18 juin 2009

sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études

I Objectifs et principes

Art. 1 But de l'accord

Le présent accord vise à encourager dans l'ensemble de la Suisse l'harmonisation des allocations de formation du degré secondaire II et du degré tertiaire, notamment:

- a) en fixant des normes minimales concernant les formations ouvrant le droit à une bourse d'études, la forme, le montant, le calcul et la durée du droit à l'allocation;
- b) en définissant le domicile déterminant pour l'octroi d'une allocation, et
- c) en veillant à la collaboration entre les cantons signataires et avec la Confédération.

Art. 2 Objectifs des allocations de formation

L'octroi d'allocations de formation doit améliorer la fréquentation des filières de formation disponibles dans l'ensemble de la Suisse, notamment:

- a) en promouvant l'égalité des chances;
- b) en facilitant l'accès à la formation;
- c) en contribuant à assurer les conditions de vie minimales durant la formation;
- d) en garantissant le libre choix de la formation et de l'institution formatrice, et
- e) en encourageant la mobilité.

Art. 3 Subsidiarité de la prestation

L'allocation de formation est allouée dans la mesure où la capacité financière de la personne intéressée, celle de ses parents et d'autres personnes légalement tenues de subvenir à son entretien ainsi que les prestations d'autres tiers sont insuffisantes.

Interkantonale Vereinbarung

vom 18. Juni 2009

zur Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen

I. Zweck und Grundsätze

Art. 1 Vereinbarungszweck

Die Vereinbarung fördert die gesamtschweizerische Harmonisierung von Ausbildungsbeiträgen auf der Sekundarstufe II und auf der Tertiärstufe, insbesondere durch:

- a) die Festlegung von Mindestvoraussetzungen bezüglich der beitragsberechtigten Ausbildungen, der Form, der Höhe und der Bemessung sowie der Dauer der Beitragsberechtigung,
- b) die Definition des stipendiengerechtlichen Wohnsitzes und
- c) die Zusammenarbeit unter den Vereinbarungskantonen und mit dem Bund.

Art. 2 Wirkungsziele von Ausbildungsbeiträgen

Mit der Gewährung von Ausbildungsbeiträgen soll das Bildungspotenzial auf gesamtschweizerischer Ebene besser genutzt werden. Insbesondere sollen:

- a) die Chancengleichheit gefördert,
- b) der Zugang zur Bildung erleichtert,
- c) die Existenzsicherung während der Ausbildung unterstützt,
- d) die freie Wahl der Ausbildung und der Ausbildungsstätte gewährleistet und
- e) die Mobilität gefördert werden.

Art. 3 Subsidiarität der Leistung

Ausbildungsbeiträge werden ausgerichtet, wenn die finanzielle Leistungsfähigkeit der betroffenen Person, ihrer Eltern und anderer gesetzlich Verpflichteter oder die entsprechenden Leistungen anderer Dritter nicht ausreichen.

Art. 4 Collaboration

¹ Dans la perspective d'harmoniser le système des allocations de formation, les cantons signataires encouragent la collaboration et l'échange d'informations et d'expériences entre eux ainsi qu'avec la Confédération et les organes nationaux concernés.

² Ils se prêtent mutuellement assistance sur le plan administratif.

II Droit à une allocation

Art. 5 Personnes ayant droit à une allocation de formation

¹ Les personnes ayant droit à une allocation de formation sont les suivantes:

- a) les personnes de nationalité suisse et domiciliées en Suisse, sous réserve de la lettre b;
- b) les citoyens et citoyennes suisses dont les parents vivent à l'étranger ou qui vivent à l'étranger sans leurs parents, pour des formations en Suisse, si ces personnes n'y ont pas droit en leur lieu de domicile étranger par défaut de compétence;
- c) les personnes de nationalité étrangère bénéficiaires d'un permis d'établissement ou les personnes titulaires d'un permis de séjour si elles séjournent légalement en Suisse depuis cinq ans;
- d) les personnes domiciliées en Suisse et reconnues comme réfugiées ou apatrides par la Suisse, et
- e) les ressortissants et ressortissantes des Etats membres de l'UE/AELE, dans la mesure où, conformément à l'accord de libre circulation entre la Confédération suisse et la Communauté européenne et ses Etats membres¹⁾ ou à la convention AELE²⁾, ils sont traités à égalité avec les citoyens et citoyennes suisses en matière d'allocations de formation, ainsi que les citoyens et citoyennes d'Etats avec lesquels la Suisse a conclu des accords internationaux à ce sujet.

¹⁾ RS 0.142.112.681

²⁾ RS 0.632.31

² Les personnes séjournant en Suisse à des fins exclusives de formation n'ont pas droit à des allocations de formation.

³ La demande d'octroi d'une allocation de formation doit être déposée dans le canton dans lequel la personne en formation a son domicile déterminant pour l'octroi d'une bourse.

Art. 4 Zusammenarbeit

¹ Im Hinblick auf die angestrebte Harmonisierung der Ausbildungsbeiträge fördern die Vereinbarungskantone im Bereich der Ausbildungsbeiträge die Zusammenarbeit sowie den Informations- und Erfahrungsaustausch untereinander, mit dem Bund und mit schweizerischen Gremien.

² Die Vereinbarungskantone leisten sich gegenseitig Amtshilfe.

II. Beitragsberechtigung

Art. 5 Beitragsberechtigte Personen

¹ Beitragsberechtigte Personen sind:

- a) Personen mit schweizerischem Bürgerrecht und Wohnsitz in der Schweiz, unter Vorbehalt von Buchstabe b,
- b) Schweizer Bürgerinnen und Bürger, deren Eltern im Ausland leben oder die elternlos im Ausland leben, für Ausbildungen in der Schweiz, sofern sie an ihrem ausländischen Wohnsitz wegen fehlender Zuständigkeit nicht beitragsberechtigt sind,
- c) Personen mit ausländischem Bürgerrecht, die über eine Niederlassungsbewilligung verfügen oder seit fünf Jahren in der Schweiz aufenthaltsberechtigt sind und über eine Aufenthaltsbewilligung verfügen,
- d) in der Schweiz wohnhafte und von ihr anerkannte Flüchtlinge und Staatenlose,
- e) Bürgerinnen und Bürger von EU-/EFTA-Mitgliedstaaten, soweit sie gemäss dem Freizügigkeitsabkommen¹⁾ bzw. dem EFTA-Übereinkommen²⁾ zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den EU-/EFTA-Mitgliedstaaten in der Frage der Stipendien und Studiendarlehen den Schweizer Bürgerinnen und Bürger gleichgestellt sind, sowie Bürgerinnen und Bürger aus Staaten, mit denen entsprechende internationale Abkommen geschlossen wurden.

¹⁾ SR 0.142.112.681

²⁾ SR 0.632.31

² Personen, die sich ausschliesslich zu Ausbildungszwecken in der Schweiz aufhalten, sind nicht beitragsberechtigt.

³ Ein Gesuch um die Gewährung von Ausbildungsbeiträgen ist in demjenigen Kanton zu stellen, in welchem die Person in Ausbildung den stipendiengerichtlichen Wohnsitz hat.

Art. 6 Domicile déterminant le droit à une allocation de formation

¹ Vaut domicile déterminant le droit à une allocation:

- a) le domicile civil, sous réserve de la lettre d, des parents ou le siège de la dernière autorité tutélaire compétente, sous réserve de la lettre d;
- b) le canton d'origine, sous réserve de la lettre d, pour les citoyens et citoyennes suisses dont les parents ne sont pas domiciliés en Suisse ou qui sont établis à l'étranger sans leurs parents;
- c) le domicile civil, sous réserve de la lettre d, pour les personnes réfugiées et les personnes apatrides majeures reconnues par la Suisse et dont les parents ont leur domicile à l'étranger, ou encore qui sont orphelines; cette règle s'applique aux personnes réfugiées, à la condition que leur prise en charge incombe à un canton signataire de l'accord, et
- d) le canton dans lequel les personnes majeures ont élu domicile pendant au moins deux ans et où elles ont exercé une activité lucrative garantissant leur indépendance financière, après avoir terminé une première formation donnant accès à un métier et avant de commencer la formation pour laquelle elles sollicitent une bourse ou un prêt d'études.

² Lorsque les parents n'ont pas leur domicile civil dans le même canton, on retiendra le domicile civil de celui des deux qui exerce l'autorité parentale, le cas échéant le domicile du dernier détenteur de l'autorité parentale et, lorsque celle-ci est exercée conjointement, le domicile du parent qui exerce principalement la garde de la personne en formation ou de celui qui l'a exercée en dernier. Si les parents élisent leur domicile dans des cantons différents après la majorité de la personne sollicitant une bourse d'études, on retiendra le canton dans lequel est domicilié le parent chez lequel celle-là réside principalement.

³ S'il y a plusieurs cantons d'origine, on retiendra celui du droit de cité le plus récent.

⁴ Une fois acquis, le domicile déterminant reste valable tant qu'un nouveau domicile n'est pas constitué.

Art. 7 Exercice d'une activité professionnelle

¹ Quatre années d'exercice d'une activité professionnelle assurant l'indépendance financière de la personne sollicitant une allocation valent première formation donnant accès à un métier.

² Valant aussi activité professionnelle la tenue de son ménage avec des mineurs ou des personnes nécessitant des soins, le service militaire, le service civil et le chômage.

Art. 6 Stipendienrechtlicher Wohnsitz

¹ Als stipendienrechtlicher Wohnsitz gilt:

- a) unter Vorbehalt von Buchstabe d der zivilrechtliche Wohnsitz der Eltern oder der Sitz der zuletzt zuständigen Vormundschaftsbehörde,
- b) unter Vorbehalt von Buchstabe d für Schweizer Bürgerinnen und Bürger, deren Eltern nicht in der Schweiz Wohnsitz haben oder die elternlos im Ausland wohnen: der Heimatkanton,
- c) unter Vorbehalt von Buchstabe d der zivilrechtliche Wohnsitz für mündige, von der Schweiz anerkannte Flüchtlinge und Staatenlose, deren Eltern im Ausland Wohnsitz haben oder die verwaist sind; für Flüchtlinge gilt diese Regel, wenn sie dem betreffenden Vereinbarungskanton zur Betreuung zugewiesen sind; sowie
- d) der Wohnortskanton für mündige Personen, die nach Abschluss einer ersten berufsbefähigenden Ausbildung und vor Beginn der Ausbildung, für die sie Stipendien oder Studiendarlehen beanspruchen, während mindestens zwei Jahren in diesem Kanton wohnhaft und dort auf Grund eigener Erwerbstätigkeit finanziell unabhängig waren.

² Bei Eltern mit zivilrechtlichem Wohnsitz in verschiedenen Kantonen ist der Wohnsitz des/der bisherigen oder letzten Inhabers/Inhaberin der elterlichen Sorge massgebend oder, bei gemeinsamer elterlicher Sorge, der Wohnsitz desjenigen Elternteils, unter dessen Obhut die Person in Ausbildung hauptsächlich steht oder zuletzt stand. Begründen die Eltern ihren Wohnsitz in verschiedenen Kantonen erst nach Mündigkeit der gesuchstellenden Person, ist der Kanton desjenigen Elternteils zuständig, bei welchem sich diese hauptsächlich aufhält.

³ Bei mehreren Heimatkantonen gilt das zuletzt erworbene Bürgerrecht.

⁴ Der einmal begründete stipendienrechtliche Wohnsitz bleibt bis zum Erwerb eines neuen bestehen.

Art. 7 Eigene Erwerbstätigkeit

¹ Vier Jahre finanzielle Unabhängigkeit durch eigene Erwerbstätigkeit entspricht einer abgeschlossenen ersten berufsbefähigenden Ausbildung.

² Als Erwerbstätigkeit gelten auch das Führen eines eigenen Haushaltes mit Unmündigen oder Pflegebedürftigen, Militär- und Zivildienst sowie Arbeitslosigkeit.

Art. 8 Filières de formation donnant droit à une allocation

¹ Les filières de formation et d'études reconnues conformément à l'article 9 et donnant droit à une allocation sont en tous cas les suivantes:

- a) la formation du degré secondaire II ou tertiaire exigée pour exercer la profession visée, et
- b) les mesures obligatoires de préparation aux études du degré secondaire II et du degré tertiaire, de même que les programmes passerelles et les solutions transitoires.

² Le droit à une allocation échoit à l'obtention:

- a) au degré tertiaire A, d'un bachelor ou d'un master consécutif;
- b) au degré tertiaire B, de l'examen professionnel fédéral, de l'examen professionnel fédéral supérieur ou d'un diplôme d'école supérieure.

³ Les études dans une haute école qui suivent un diplôme du degré tertiaire B donnent également droit à une allocation.

Art. 9 Formations reconnues

¹ Une formation est reconnue lorsqu'elle se termine par un diplôme reconnu sur le plan suisse par la Confédération ou par les cantons signataires.

² Une formation qui prépare à un diplôme reconnu à l'échelon fédéral ou cantonal peut être reconnue par les cantons signataires.

³ Les cantons signataires peuvent reconnaître, pour leurs ayants droit, d'autres formations donnant droit à une allocation.

Art. 10 Première et deuxième formation, formations continues

¹ Les allocations de formation sont versées au moins pour la première formation qui y donne droit.

² Les cantons signataires peuvent également verser des allocations de formation pour une deuxième formation ou pour une formation continue.

Art. 11 Conditions requises concernant la formation

Est réputé satisfaire au droit à une allocation quiconque fournit la preuve qu'il remplit les conditions d'admission et de promotion relatives à cette filière de formation.

Art. 8 Beitragsberechtigte Ausbildungen

¹ Beitragsberechtigt sind zumindest folgende Lehr- und Studienangebote, wenn sie gemäss Artikel 9 anerkannt sind:

- a) die für das angestrebte Berufsziel verlangte Ausbildung auf der Sekundarstufe II und auf der Tertiärstufe,
- b) die für die Ausbildung obligatorischen studienvorbereitenden Massnahmen auf der Sekundarstufe II und auf der Tertiärstufe sowie Passerellen und Brückenangebote.

² Die Beitragsberechtigung endet:

- a) auf der Tertiärstufe A mit dem Abschluss eines Bachelor oder eines darauf aufbauenden Masterstudiums,
- b) auf der Tertiärstufe B mit der eidgenössischen Berufsprüfung und der eidgenössischen höheren Fachprüfung sowie mit dem Diplom einer höheren Fachschule.

³ Ein Hochschulstudium, das auf einen Abschluss auf der Tertiärstufe B folgt, ist ebenfalls beitragsberechtigt.

Art. 9 Anerkannte Ausbildungen

¹ Ausbildungen gelten als anerkannt, wenn sie zu einem vom Bund oder von den Vereinbarungskantonen schweizerisch anerkannten Abschluss führen.

² Ausbildungen, die auf einen von Bund oder Kantonen anerkannten Abschluss vorbereiten, können von den Vereinbarungskantonen anerkannt werden.

³ Die Vereinbarungskantone können für sich weitere Ausbildungen als beitragsberechtigt bezeichnen.

Art. 10 Erst- und Zweitausbildung, Weiterbildungen

¹ Ausbildungsbeiträge werden mindestens für die erste beitragsberechtigte Ausbildung entrichtet.

² Die Vereinbarungskantone können für Zweitausbildungen und Weiterbildungen ebenfalls Ausbildungsbeiträge entrichten.

Art. 11 Voraussetzungen in Bezug auf die Ausbildung

Die Voraussetzung für die Beitragsberechtigung erfüllt, wer die Aufnahme und Promotionsbestimmungen hinsichtlich des Ausbildungsgangs nachweislich erfüllt.

III Allocations de formation

Art. 12 Forme des allocations de formation et âge limite

¹ Sont des allocations de formation:

- a) les bourses d'études, contributions financières uniques ou périodiques versées comme allocations de formation et non remboursables, et
- b) les prêts d'études uniques ou périodiques versés comme allocations de formation et remboursables.

² Les cantons peuvent fixer un âge maximal au-delà duquel le droit à une bourse d'études est échu. Cette limite ne peut être inférieure à 35 ans au début de la formation.

³ Les cantons peuvent fixer librement un âge limite pour le prêt.

Art. 13 Durée du droit à l'allocation

¹ L'allocation de formation est accordée pour la durée de la formation; si la filière de formation dure plusieurs années, l'allocation peut être octroyée pour deux semestres au plus au-delà de la durée réglementaire de la formation.

² En cas de changement de filière, le droit à une allocation est maintenu une seule fois. La durée de ce droit s'établit en principe sur la base de la nouvelle formation, les cantons ayant toutefois la possibilité de déduire de cette durée les semestres de la première formation.

Art. 14 Libre choix de l'établissement et du lieu de formation

¹ L'octroi d'allocations de formation ne doit pas restreindre le libre choix d'une filière de formation reconnue.

² Pour les formations à l'étranger, la condition requise est que la personne en formation remplisse en principe les conditions exigées en Suisse pour une formation équivalente.

³ Si la filière librement choisie d'une formation reconnue n'est pas la meilleur marché, un montant approprié peut être déduit. L'allocation prend toutefois en compte au moins les frais personnels qui auraient également découlé de la formation la meilleur marché.

III. Ausbildungsbeiträge

Art. 12 Form der Ausbildungsbeiträge und Alterslimite

¹ Ausbildungsbeiträge sind:

- a) Stipendien: einmalige oder wiederkehrende Geldleistungen, die für die Ausbildung ausgerichtet werden und nicht zurückzuzahlen sind,
- b) Darlehen: einmalige oder wiederkehrende Geldleistungen, die für die Ausbildung ausgerichtet werden und die zurückzuzahlen sind.

² Für den Bezug von Stipendien können die Kantone eine Alterslimite festlegen. Die Alterslimite darf 35 Jahre bei Beginn der Ausbildung nicht unterschreiten.

³ Die Kantone sind frei bei der Festlegung einer Alterslimite für Darlehen.

Art. 13 Dauer der Beitragsberechtigung

¹ Die Ausrichtung von Ausbildungsbeiträgen erfolgt für die Dauer der Ausbildung; bei mehrjährigen Ausbildungsgängen besteht der Anspruch bis zwei Semester über die Regelstudiendauer hinaus.

² Der Anspruch auf Ausbildungsbeiträge geht bei einem einmaligen Wechsel der Ausbildung nicht verloren. Die Dauer der Beitragsberechtigung richtet sich grundsätzlich nach der neuen Ausbildung, wobei die Kantone bei der Berechnung der entsprechenden Beitragsdauer die Zeit der ersten Ausbildung in Abzug bringen können.

Art. 14 Freie Wahl von Studienrichtung und Studienort

¹ Die freie Wahl von anerkannten Ausbildungen darf im Rahmen der Ausrichtung von Ausbildungsbeiträgen nicht eingeschränkt werden.

² Bei Ausbildungen im Ausland wird vorausgesetzt, dass die Person in Ausbildung die Aufnahmebedingungen für eine gleichwertige Ausbildung in der Schweiz grundsätzlich auch erfüllen würde.

³ Ist die frei gewählte anerkannte Ausbildung nicht die kostengünstigste, kann ein angemessener Abzug gemacht werden. Dabei sind aber mindestens jene persönlichen Kosten zu berücksichtigen, die auch bei der kostengünstigsten Lösung anfallen würden.

Art. 15 Montant d'une allocation complète

¹ Le montant annuel d'une allocation complète est:

- a) pour une personne en formation du degré secondaire II, d'au moins 12 000 francs;
- b) pour une personne en formation du degré tertiaire, d'au moins 16 000 francs.

² Le montant annuel prévu à l'alinéa 1 augmente de 4000 francs par enfant à la charge de la personne en formation.

³ La Conférence des cantons signataires peut adapter les montants sur la base du renchérissement.

⁴ Pour les formations du degré tertiaire, il est possible de remplacer en partie la bourse par un prêt (fractionnement), la bourse devant toutefois représenter les deux tiers au moins de l'allocation.

⁵ Le canton peut définir librement le rapport bourse/prêt pour les montants alloués en sus du montant prévu à l'alinéa 1.

Art. 16 Formations à structures particulières

¹ Si les filières d'études comportent des particularités quant à leur organisation dans le temps ou à leur contenu, il convient d'en tenir dûment compte lors de l'octroi des bourses et des prêts d'études.

² Il y a lieu de prolonger proportionnellement la durée des études donnant droit à une allocation lorsque la formation ne peut être suivie qu'à temps partiel pour des raisons sociales, familiales ou de santé.

IV Calcul des allocations

Art. 17 Principe de calcul

Les allocations de formation mettent à la disposition d'une personne en formation une participation à ses besoins financiers.

Art. 18 Calcul des besoins financiers

¹ L'allocation couvre les frais d'entretien et de formation nécessaires dans la mesure où ils dépassent la prestation propre raisonnablement exigible du requérant ou de la requérante, la prestation de ses parents, celle d'autres personnes légalement tenues et/ou celle d'autres tiers. Les cantons signataires définissent les besoins financiers en tenant compte des principes suivants:

Art. 15 Höchstansätze für Ausbildungsbeiträge

¹ Die jährlichen Höchstansätze der Ausbildungsbeiträge betragen:

- a) für Personen in Ausbildungen auf der Sekundarstufe II mindestens 12 000 Franken;
- b) für Personen in Ausbildungen auf der Tertiärstufe mindestens 16 000 Franken.

² Die jährlichen Höchstansätze gemäss Absatz 1 erhöhen sich bei Personen in Ausbildung, die gegenüber Kindern unterhaltpflichtig sind, um 4000 Franken pro Kind.

³ Die Höchstansätze können von der Konferenz der Vereinbarungskantone an die Teuerung angepasst werden.

⁴ Für Ausbildungen auf der Tertiärstufe können Stipendien teilweise durch Darlehen ersetzt werden (Splitting), wobei der Stipendienanteil mindestens zwei Drittel des Ausbildungsbeitrags ausmachen soll.

⁵ In der Gestaltung der Ausbildungsbeiträge (Verhältnis Stipendium/Darlehen), die über die Höchstansätze hinausgehen, sind die Kantone frei.

Art. 16 Besondere Ausbildungsstruktur

¹ Zeitlich und inhaltlich besonders ausgestalteten Studiengängen ist bei der Ausrichtung von Stipendien und Studiendarlehen im Einzelfall gebührend Rechnung zu tragen.

² Wenn die Ausbildung aus sozialen, familiären oder gesundheitlichen Gründen als Teilzeitstudium absolviert werden muss, ist die beitragsberechtigte Studienzeit entsprechend zu verlängern.

IV. Bemessung der Beiträge

Art. 17 Bemessungsgrundsatz

Ausbildungsbeiträge stellen einen Beitrag an den finanziellen Bedarf der Person in Ausbildung dar.

Art. 18 Berechnung des finanziellen Bedarfs

¹ Der finanzielle Bedarf umfasst die für Lebenshaltung und Ausbildung notwendigen Kosten, sofern und soweit diese Kosten die zumutbare Eigenleistung und die zumutbare Fremdleistung der Eltern, anderer gesetzlich Verpflichteter oder anderer Dritter übersteigen. Die Vereinbarungskantone legen den finanziellen Bedarf unter Berücksichtigung der folgenden Grundsätze fest:

- a) budget de la personne en formation: sont pris en compte les frais d'entretien et de formation et, le cas échéant, le loyer. La personne peut être appelée également à fournir une prestation propre minimale. La fortune disponible ou, le cas échéant, le salaire d'apprenti peuvent eux aussi être pris en compte. La définition de la prestation propre doit tenir compte de la structure de la formation;
- b) budget de la famille: la prestation de tiers ne peut être calculée que sur le solde disponible du revenu après couverture financière des besoins de base du tiers et de sa famille.

² Lors du calcul des besoins financiers, les forfaits sont admissibles. Lors de l'établissement des besoins de base d'une famille, le résultat ne peut être inférieur aux normes admises par le canton.

³ Le montant des besoins financiers résultant du calcul effectué conformément aux alinéas 1 et 2 peut éventuellement être diminué en fonction d'un revenu complémentaire de la personne en formation si la somme des allocations de formation et des autres recettes dépasse les coûts de formation et d'entretien admis à l'endroit où se déroulent les études.

Art. 19 Calcul partiellement indépendant des prestations parentales

On peut renoncer partiellement à tenir compte des prestations raisonnablement exigibles des parents lorsque la personne en formation a atteint l'âge de 25 ans, qu'elle a déjà terminé une première formation donnant accès à un métier et qu'elle était financièrement indépendante pendant deux ans avant de commencer sa nouvelle formation.

V Exécution

Art. 20 Conférence des cantons signataires

¹ La Conférence des cantons signataires se compose d'un représentant ou d'une représentante par canton signataire. Elle:

- a) réévalue périodiquement les montants des allocations de formation complètes définis à l'article 15 et les adapte le cas échéant au renchérissement;
- b) édicte des recommandations pour le calcul des allocations de formation.

² L'adaptation des montants sur la base du renchérissement se décide à la majorité des deux tiers des membres de la Conférence des cantons signataires.

a) Budget der Person in Ausbildung: Anrechenbar sind Ausbildungs- und Lebenshaltungskosten sowie eventuelle Mietkosten. Der Person in Ausbildung kann eine minimale Eigenleistung angerechnet werden. Zudem können vorhandenes Vermögen oder ein allfälliger Lehrlingslohn angerechnet werden. Bei der Ausgestaltung der Eigenleistung ist der Struktur der Ausbildung Rechnung zu tragen.

b) Familienbudget: Als Fremdleistung darf höchstens jener Einkommensteil angerechnet werden, der den Grundbedarf der beitragleistenden Person oder ihrer Familie übersteigt.

² Für die Berechnung des finanziellen Bedarfs sind Pauschalierungen zulässig, bei der Festlegung des Grundbedarfs der Familie dürfen die vom jeweiligen Kanton anerkannten Richtwerte nicht unterschritten werden.

³ Der gemäss den Absätzen 1 und 2 berechnete finanzielle Bedarf kann aufgrund eines allfälligen Zusatzverdienstes der Person in Ausbildung gekürzt werden, wenn die Summe der Ausbildungsbeiträge und der übrigen Einnahmen die anerkannten Kosten für Ausbildung und Lebenshaltung am Studienort übersteigen.

Art. 19 Teilweise elternunabhängige Berechnung

Auf die Anrechnung der zumutbaren Leistungen der Eltern kann teilweise verzichtet werden, wenn die Person in Ausbildung das 25. Altersjahr vollendet und eine erste berufsbefähigende Ausbildung abgeschlossen hat sowie vor Beginn der neuen Ausbildung zwei Jahre durch eigene Erwerbstätigkeit finanziell unabhängig war.

V. Vollzug

Art. 20 Konferenz der Vereinbarungskantone

¹ Die Konferenz der Vereinbarungskantone setzt sich aus je einer Vertretung der Kantone zusammen, die der Vereinbarung beigetreten sind. Sie:

- a) überprüft periodisch die Höchststätze für Stipendien gemäss Artikel 15 und passt sie gegebenenfalls an die Teuerung an,
- b) erlässt Empfehlungen für die Berechnung der Ausbildungsbeiträge.

² Für die Anpassung der Höchststätze an die Teuerung bedarf es einer Mehrheit von zwei Dritteln der Mitglieder der Konferenz der Vereinbarungskantone.

Art. 21 Secrétariat

¹ Le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) fait office de secrétariat de l'accord.

² Il doit s'acquitter notamment des tâches suivantes:

- a) informer les cantons signataires;
- b) étudier et élaborer des propositions en matière d'adaptation des montants des allocations de formation complètes, préparer les autres dossiers de la Conférence des cantons signataires, et
- c) assumer les tâches courantes relatives à l'exécution de l'accord.

³ Les frais occasionnés au secrétariat par l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons signataires et répartis en fonction du nombre d'habitants.

Art. 22 Instance d'arbitrage

¹ Une commission arbitrale est mise en place en vue de régler tous les problèmes litigieux qui pourraient surgir entre les cantons signataires dans le cadre de l'application et de l'interprétation du présent accord.

² Cette commission est composée de trois membres désignés par les parties. Si ces dernières n'arrivent pas à se mettre d'accord, le Comité de la CDIP se charge de désigner les membres de la commission.

³ Les dispositions du concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage¹⁾ sont applicables.

⁴ La commission arbitrale tranche sans appel les litiges.

¹⁾ RS 279

VI Dispositions transitoires et finales

Art. 23 Adhésion

L'adhésion au présent accord est déclarée auprès du Comité de la CDIP.

Art. 24 Dénonciation

Toute dénonciation de cet accord doit être déclarée auprès du Comité de la CDIP. Elle prend effet à la fin de la troisième année civile qui suit la dénonciation de l'accord.

Art. 21 Geschäftsstelle

¹ Das Generalsekretariat der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) ist Geschäftsstelle der Vereinbarung.

² Der Geschäftsstelle obliegen insbesondere folgende Aufgaben:

- a) die Information der Vereinbarungskantone,
- b) die Überprüfung und Ausarbeitung von Vorschlägen für die Anpassung der Höchstansätze für Ausbildungsbeiträge sowie die Vorbereitung der übrigen Geschäfte der Konferenz der Vereinbarungskantone und
- c) andere laufende Vollzugsaufgaben.

³ Die Kosten der Geschäftsstelle für den Vollzug dieser Vereinbarung werden von den Vereinbarungskantonen nach Massgabe der Einwohnerzahl getragen.

Art. 22 Schiedsinstanz

¹ Für allfällige sich aus der Anwendung oder Auslegung dieser Vereinbarung ergebende Streitigkeiten zwischen den Vereinbarungskantonen wird ein Schiedsgericht eingesetzt.

² Dieses setzt sich aus drei Mitgliedern zusammen, welche durch die Parteien bestimmt werden. Können sich die Parteien nicht einigen, so wird das Schiedsgericht durch den Vorstand der EDK bestimmt.

³ Die Bestimmungen des Konkordats vom 27. März 1969 über die Schiedsgerichtsbarkeit¹⁾ finden Anwendung.

⁴ Das Schiedsgericht entscheidet endgültig.

¹⁾ SR 279

VI. Übergangs und Schlussbestimmungen

Art. 23 Beitritt

Der Beitritt zu dieser Vereinbarung wird dem Vorstand der EDK gegenüber erklärt.

Art. 24 Austritt

Der Austritt aus der Vereinbarung muss dem Vorstand der EDK gegenüber erklärt werden. Er tritt in Kraft auf Ende des dritten der Austrittserklärung folgenden Kalenderjahres.

Art. 25 Délai d'exécution

Les cantons signataires ont l'obligation d'adapter leur législation cantonale à l'accord dans les cinq ans suivant son entrée en vigueur; les cantons qui adhèrent plus de deux ans après son entrée en vigueur disposent de trois ans pour effectuer les adaptations.

Art. 26 Entrée en vigueur

¹ Le Comité de la CDIP fait entrer en vigueur l'accord dès que dix cantons au moins y ont adhéré.

² Le Comité de la CDIP ne fera entrer en vigueur l'article 8 al. 2 let. b qu'après approbation par l'Assemblée plénière d'un accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle supérieure.

³ La Confédération est informée de cette entrée en vigueur.

Berne, le 18 juin 2009.

Au nom de la Conférence suisse
des directeurs cantonaux de l'instruction publique

La Présidente:

I. CHASSOT

Le Secrétaire général:

H. AMBÜHL

Art. 25 Umsetzungsfrist

Die Vereinbarungskantone sind verpflichtet, die Anpassung des kantonalen Rechts innerhalb von fünf Jahren nach Inkrafttreten der Vereinbarung beziehungsweise für Vereinbarungskantone, welche die Vereinbarung zwei Jahre nach deren Inkrafttreten unterzeichnen, innerhalb von drei Jahren nach der Unterzeichnung, vorzunehmen.

Art. 26 Inkrafttreten

¹ Der Vorstand der EDK setzt die Vereinbarung in Kraft, wenn ihr mindestens zehn Kantone beigetreten sind.

² Artikel 8 Abs. 2 Bst. b wird vom Vorstand der EDK erst in Kraft gesetzt, nachdem und soweit von der Plenarversammlung der EDK eine interkantonale Vereinbarung über Beiträge an die höhere Berufsbildung verabschiedet worden ist.

³ Das Inkrafttreten ist dem Bund zur Kenntnis zu geben.

Bern, den 18. Juni 2009.

Im Namen der Schweizerischen Konferenz
der kantonalen Erziehungsdirektoren

Die Präsidentin:

I. CHASSOT

Der Generalsekretär:

H. AMBÜHL